

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikà

Aller plus loin en solidarité

Janvier  
Février  
2024

#35



Cap sur les législatives  
et les communales

# DÉCENTRALISATION

## LES NUAGES S'ACCUMULENT

- Décentralisation: les mêmes causes, les mêmes effets
- Interview de Naina Andriatsitohaina, ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire : « Les chefs de région seront probablement élus »
- Développement: au crépuscule des villes
- Se recentrer sur les régions



Cofinancé par  
l'Union européenne

FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG

ÉDITO	3
<b>POLIS</b>	<b>4</b>
Élections locales : des enjeux différents et des incertitudes	5
Parole aux jeunes	8
Retour sur la présidentielle : le difficile mariage entre nombres et légitimité	15
Quelques chiffres marquants de la présidentielle	17
Interview de Mihamina Rakotomandimby : « Pouvons-nous faire confiance au système qui a été mis en place ? »	19
<b>GRAND DOSSIER : DÉCENTRALISATION</b>	<b>20</b>
Décentralisation, les mêmes causes, les mêmes effets	21
Interview de Naina Andriantsitohaina : « Les chefs de région seront probablement élus »	22
Développement : au crépuscule des villes	27
Décentralisation : se recentrer sur les régions	29
<b>ÉCONOMIE</b>	<b>33</b>
Ressources halieutiques, petits pêcheurs : dans la nasse de la crise climatique	34
Secteur de la pêche, une nouvelle politique à instaurer	36
Combattre la pauvreté par l'éducation : pourquoi les réformes scolaires sont-elles urgentes à Madagascar ?	37
<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>40</b>
Hiragasy, une véritable institution malgache	41
Interview de Rojo Fenotina Ranaivoarison et Jean Bernard Mirado Nirinarisoa Mpihiragasy : « Plus d'opportunités à l'international et plus de visibilité pour le hiragasy »	43
Sport, objectif médaille olympique : à la recherche d'une politique cohérente	45
<b>ÉCOLOGIE</b>	<b>47</b>
Interview de Baomiatotse Vahinala Raharinirina : « Ne soyons pas complexés : nous pouvons conserver l'environnement et avoir de l'argent »	48
Interview de Bruno Rajaspera : « Conservation de la biodiversité et croissance économique durable à Madagascar : le modèle de la FAPBM »	52
<b>NOTA BENE</b>	<b>55</b>

**TEXTES**

Ana María OVIEDO et Francis Muamba MULANGU  
Eddyna RAZANAMANGA, Luther Jeannot  
RAZAFINDRABEFITORY, Roelia LELAKA et  
Hajanirina RABEZATOVO  
Harilalaina RAKOTOBE  
Kevin RAZAFINDRABE  
Lova RALAMBOMAMY  
Lova RASOARAHONA  
Niry RAVONINAHIDRAIBE  
Njaka Tsirofo RASOLOARISON  
Sophie Rachel RAZAFINDRANADA, Alexina  
ZAFINIMAMPERA, Faliniaina RAKOTONDRANORO  
et Hasina RANDRIANJA-ARIVONY  
Yanne LOMELLE

**PHOTOS**

Ihandry RANDRIAMARO

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Constantin GRUND

**COORDONNATEUR DE PUBLICATION**

Mireille Clémence ANDRIAMBOLANORO

**RÉDACTEUR EN CHEF**

Andriamanambe RAOTO

**COMITÉ DE LECTURE**

Constantin GRUND  
Dr Hantanirina ANDRIANASY  
Jean Aimé RAVELOSON  
John MIANDRARIVO

**ASSISTANTE DE RÉDACTION**

Sandy RAZAFINDRABE

**ASSISTANTES DE PROJET**

Dominique RAMANDIMBILAHATRA  
Ornja Fanoitra RAKOTOMALALA

**MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE**

DINARIMALALA

**IMPRESSION**

Ecoprim

**DÉPÔT LÉGAL**

N° 35 / février - mars 2024

**CONTACT**

info@fes.mg  
Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy,  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tel : 020 22 344 24  
Site web : www.politika.mg et www.fes.mg

**Projet PARTICIPE**

Cofinancé par  
l'Union européenne

Cette publication a été  
cofinancée par l'Union  
européenne. Son contenu  
relève de la seule respon-  
sabilité de son auteur et ne  
reflète pas nécessairement  
les points de vue de l'Union  
européenne.



La reproduction, même partielle, des  
articles et illustrations parus dans Po-  
litikà est interdite sans l'autorisation  
écrite de l'éditeur.

Politikà décline toute responsabi-  
lité pour les documents remis. Les  
opinions exprimées dans la revue  
sont individuelles et n'engagent  
que leur auteur.

## ÉDITO



### Une course de fond(s) sans fin

**20** millions d'ariary. La caution pour se porter candidat aux législatives atteint cette somme folle alors que le montant proposé par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) s'élevait à 10 millions d'ariary. Il est à se demander l'utilité des cadres de concertation pour accoucher d'une telle aberration, une fois de plus.

Entre cette garantie financière, le fonds de campagne nécessaire et les autres questions logistiques, la note pour les législatives risque d'être salée pour celui et celle qui n'aurait pas les épaules et les portefeuilles suffisamment larges pour tenir la corde. Pour les *businessmen*, certains cadres du secteur privé, et même certains partis politiques qualifiés d'historiques, face à l'obligation des potentiels candidats à disposer de fonds suffisants avant de pouvoir candidater, le problème ne se pose pas. La caution n'est qu'un détail, mais pour les autres, l'équation sera compliquée. La logique du gouvernement est que l'argent doit filtrer préalablement le choix entre les candidats sérieux et les plus farfelus.

Si l'on se tient à cette logique arithmétique, le sérieux se calcule et se conjugue donc, de prime abord, par le prisme de l'argent. La logique de l'Exécutif est de tamiser les candidatures. Mais combien de bonnes idées, de bonnes visions, de profils prometteurs... vont passer à la trappe à cause de cette approche. Il est compréhensible que des critères soient établis – l'argent en fait partie – mais s'il devient d'office le point central, c'est là que surviennent les problèmes. Le mammonisme politique est entretenu par le système reposant sur l'argent qui est déjà le vrai souverain. Malheureusement, avec ce type d'approche en termes d'élection, la démocratie enfante la ploutocratie. C'est une loi de la nature et c'est une loi de l'histoire. Le droit de vote est sacré, tout comme celui de se porter candidat. Libre aux électeurs de choisir selon les critères qu'ils jugeront vitaux et importants.

De telles mesures prétendent améliorer les processus électoraux en luttant contre l'inflation du nombre de candidatures, en réalité, elles

permettent surtout aux dirigeants de disqualifier les opposants ou les candidatures gênantes. Ce qui encourage le développement d'un modèle ploutocratique et une fermeture de l'espace politique.

Les jeunes pourraient être les grands perdants de ces manœuvres électorales et financières. Les élections locales sont une occasion de renouveler le paysage politique, elles risquent de prolonger l'emprise et la mainmise des *big men*, un concept sociologique pour qualifier des personnalités de parvenus, qui savaient manier les rôles de fonctionnaire, d'homme politique et d'homme d'affaires, véritables « entrepreneurs politiques ». Si auparavant, le *big man* malgache, à l'image de son homologue mélanésien (le concept se base sur un personnage dans la société mélanésienne), s'est contenté d'être influent dans la société à travers sa position ou son envergure économique, il a décidé d'investir dans la politique. Il a acquis une position de prestige et une influence au sein de sa communauté par sa richesse et sa capacité à mobiliser des gens.

Dans une période pas aussi lointaine, les formations politiques s'appuyaient sur l'*intelligentsia* locale ou les militants les plus chevronnés pour la liste de concourants aux élections, aujourd'hui, elles privilégient plutôt celles et ceux qui ont la capacité (financière) et sociale de mener une campagne et surtout d'entretenir l'image du parti, si bien que le militantisme est devenu une vraie course de fond(s) qui récompense celui qui a l'opulence des moyens, au détriment des idées.

Les scrutins sont souvent considérés par les observateurs comme des moments révélateurs de l'état des démocraties. Si la présidentielle fait figure de locomotive, les législatives ont également leur importance, car elles peuvent légitimer les assises du pouvoir du chef de l'État ou, au contraire, le fragiliser. Le Président Hery Rajaonarimampianina en a fait les frais. Il est dommage que cet espace soit devenu quasiment inaccessible. **P**

**Les jeunes  
pourraient être les  
grands perdants  
de ces manœuvres  
électorales et  
financières.**



ÉCOUTEZ CET ARTICLE EN PODCAST

# POLIS



<b>Élections locales : des enjeux différents et des incertitudes</b>	<b>5</b>
<b>Parole aux jeunes</b>	<b>8</b>
<b>Retour sur la présidentielle : le difficile mariage entre nombres et légitimité</b>	<b>15</b>
<b>Quelques chiffres marquants de la présidentielle</b>	<b>17</b>
<b>Interview de Mihamina Rakotomandimby : « Pouvons-nous faire confiance au système qui a été mis en place ? »</b>	<b>19</b>
<b>GRAND DOSSIER : DÉCENTRALISATION</b>	<b>20</b>



Élections locales

## DES ENJEUX DIFFÉRENTS ET DES INCERTITUDES

*À défaut d'une bataille pour la présidentielle, le chef de l'État se mesurera aux principales forces politiques du pays par le biais des élections législatives, le 29 mai. Un combat qui s'annonce épique. Les enjeux sont pêle-mêle : conserver une majorité, devenir la première force d'opposition, conserver un ancrage local ou encore constituer un groupe parlementaire...*

**RAOTO ANDRIAMANAMBE**

**L**es grandes manœuvres ont commencé. Dans les états-majors, les tickets valent cher. Les tensions sortent parfois en surface, à l'œil du grand public. Une fois de plus, l'Assemblée nationale sort échaudée de la dernière législature.

### Conditions

Les recettes sont connues : scandales, bataille rangée... En plus de ces cinq années particulièrement houleuses et douloureuses pour la chambre basse, la dernière présidentielle a sûrement laissé des traces dans les esprits. En dénonçant les tensions qui émaillent la campagne, Christine Razanamahasoa, la présidente de l'Assemblée nationale s'est attiré les foudres de son camp

en novembre dernier. Pourtant réputée proche du président candidat, elle avait appelé, sans succès, à la suspension du processus électoral.

À sept jours du premier tour de l'élection présidentielle, les candidats de l'opposition s'étaient retrouvés au palais de l'Assemblée nationale, pour trouver le moyen de calmer les tensions qui ont émaillé la campagne électorale. La présidente de la chambre basse avait présidé la session avant de demander dans la foulée la suspension de l'élection présidentielle. « *Les conditions pour une élection apaisée, crédible et acceptée par tous ne sont pas réunies* », avait-elle déclaré. Cet appel sera gravé dans les marbres. L'occupante du perchoir en payera le prix fort. Elle sera chahutée lors de la

prestation de serment du président de la République. Les réalisateurs de la télévision nationale s'étant délectés de la mettre en plein écran pour que le public puisse mieux la conspuer. Depuis, elle s'est fait discrète.

## Jurisprudence

En 2018, l'élan de la présidentielle s'était amplifié à travers les législatives avec un succès sur toute la ligne pour le camp de Andry Rajoelina, à travers la plateforme Isika rehetra distrika miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRD), qui avait raflé 84 sièges à la chambre basse, devançant les 16 élus du Tiako i Madagasikara (Tim). L'IRD avait obtenu une majorité écrasante dans l'hémicycle. Pour cette année, même si rien n'est moins sûr, la bataille pour les tickets « orange » sera très disputée. La précieuse liquette est un sésame qui entrouvre les travées de l'Assemblée nationale.

Le vrai adversaire de la mouvance présidentielle sera... elle-même. Avec un dilemme : garder les éléments qui ont eu peu de succès au parlement ou qui se sont embourbés dans les scandales ou prendre le risque de choisir de nouveaux poulains avec tout ce que cela implique en termes de défection? La jurisprudence Siteny Randrianasoloniaiko rappelle constamment cet équilibre délicat. Désormais, les projections devraient donner une majorité pour le camp présidentiel, mais elle pourrait être étriquée, voire relative. Dans le premier cas, la plateforme présidentielle devra ménager les sensibilités des indépendants, qui étaient 46 en 2018. Dans le second, elle sera obligée de nouer des alliances de circonstance sur chaque projet de loi. De quoi entraver la bonne marche du quinquennat. La question est de savoir si la plateforme Union Pro Andry Rajoelina (Upar) qui a rassemblé diverses personnalités de tout horizon continuera d'exister et si elle présentera des candidats.

## Équilibre

Pour l'opposition, cette situation assez ambiguë laisse envisager le paradis. Mais faudrait-il qu'elle soit cohérente et unie. Ce qui ne sera pas le cas cette fois-ci. L'expérience « Collectif des 11 candidats » n'a pas survécu à l'abstentionnisme et aux manœuvres des leaders politiques. Le mouvement s'est même scindé en deux. Chaque parti ayant eu des intérêts divergents pour ne pas dire différents. D'un côté, le Kôlektifa an'ny Malagasy (Collectif des Malgaches) a vu le jour. La coalition est dirigée collégialement par Andry Raobelina, Hajo Andrianainarivelo, Jean Jacques Ratsietison, Roland Ratsiraka et Tahina Razafinjolaina. Elle va poursuivre la lutte entamée par le collectif des candidats visant à rétablir l'État de droit et à organiser des élections propres, inclusives et acceptées par tous. « *Notre combat appartient désormais à tous les Malgaches et nous ne fermons pas la porte à tous ceux qui veulent rejoindre la coalition. Aujourd'hui, nous ne sommes plus candidats. Il faut se battre pour les questions économiques ou sociales* », a indiqué Hajo Andrianainarivelo. La coalition a d'ores et déjà prévu d'aligner dans les *starting-block* des candidats pour les prochaines échéances électorales.

De son côté, Firaisankina réunit le Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM), le Tim, les Pro Siteny, Antoko Politika Madio (APM) et le mouvement Tsara Tahafina. La coalition présentera également des candidats aux législatives, aux municipales et aux autres élections de proximité. Au sein de la coalition, on joue la carte de l'unité. Les ego sont, semble-t-il, rangés de côté. « *Les leaders sont appelés à abattre les murs de la division* », note Siteny Randrianasoloniaiko. « *Le Firaisankina a été fondé suite à la prise de conscience de la situation actuelle sous toutes ses dimensions : économique, sociale ou encore politique* », soutient Marc Ravalomanana. Pour les deux mouvements, jouer la carte du « chacun pour soi » peut, au final, rappor-

## La société civile interpelle

Aspirer à un processus électoral libre, transparent, inclusif et crédible. Dans le cadre de la phase préparatoire des législatives et des communales, la société civile a adressé une série de recommandations à l'endroit de l'administration et de l'organe de gestion des élections. « *La société civile (recommande) le respect de la législation en vigueur et des standards internationaux par tous les acteurs, notamment par le gouvernement, l'administration électorale et les juridictions statuant sur toute question électorale* », indique une cinquantaine d'associations. Les recommandations portent sur cinq points dont les plus saillants concernent l'institutionnalisation de l'Autorité nationale de Régulation de la communication médiatisée (ANRCM) et le renforcement de la Commission de contrôle de la vie politique (CCFVP). « *Ces deux structures étant fondamentales pour assurer la participation démocratique à travers la régulation des médias et des financements des campagnes* », notent les OSC dans leur communiqué final, issu de l'atelier d'échanges, de consolidation et de priorisation de recommandations, les 6 et 7 mars derniers.

À l'administration électorale et aux juridictions, ces dernières les enjoins « *de jouer la transparence et de rendre effectif l'accès des acteurs non-étatiques aux informations pertinentes et légales. La Ceni et ses démembrements (doivent faciliter) l'accès des candidats, des observateurs et des journalistes aux locaux des Bureaux de vote (BV) et des Sections recensements matériels de votes (SRMV), ainsi qu'aux données électorales authentifiées. (Ils doivent organiser) des concertations régulières avec les acteurs électoraux pour une meilleure fluidité des informations et des échanges fructueux. (Enfin), les juridictions électorales (doivent publier) sur leur site web les jurisprudences pour l'instauration de la confiance mutuelle* ». La société civile insiste sur les libertés fondamentales et civiles, sur l'état de droit, la transparence, la participation démocratique et l'inclusion des groupes vulnérables, et ce, « *en vue de l'égalité de chances et de traitement des candidats, des électeurs et des observateurs dans tout le processus électoral* ».

R.A

ter gros en divisant les voix. L'objectif est de mettre fin au règne des Orange au sein de l'hémicycle et d'équilibrer enfin les débats. Le numéro Un du Tim, l'ancien Président Marc Ravalomanana, a donné le ton. « *Le Firaisankina aura des candidats communs dans toutes les circonscriptions* », note-t-il. Les deux plateformes politiques se rejoignent sur une idée : faire barrage au chef de l'État tout en poursuivant la lutte qui a été menée durant le dernier trimestre de 2023. « *(La création de la plateforme va) aussi poursuivre les luttes durant l'élection présidentielle* », estime Marc Ravalomanana.

## Consolidation du processus démocratique


Dans ce contexte, la scène politique sera phagocytée par les « mastodontes », d'un côté, le camp présidentiel et, de l'autre, l'opposition, les « petits partis » ainsi que les jeunes auront bien du mal à exister, surtout dans le cadre d'un processus électoral qui demeure flou et inégalitaire. Ainsi, la hausse vertigineuse de la caution qui passe de cinq à 20 millions d'ariary pour les législatives – et qui demeure inconnue pour les municipales, jusqu'au moment où nous mettons sous presse – écrème déjà une bonne partie des candidats potentiels. Sans compter les problématiques liées aux opérations électorales qui n'ont pas été résolues. Dans la perspective des élections de 2023, la mission de suivi électoral de l'Union européenne avait rappelé ses principales recommandations et l'importance de leur mise en œuvre pour la consolidation du cadre juridique électoral, le succès de la refonte du fichier électoral et la consolidation du processus démocratique. Des points que l'administration n'a pas encore pris en compte.

De manière générale, le flou demeure, ce qui a fait réagir des organisations de la société civile (voir encadré)

ainsi que des candidats aux diverses élections locales. « *Le nombre des élus par district changera-t-il après la révision annuelle électorale le 15 mai ? Le montant de la caution pour chaque catégorie de commune et la fixation des catégories de communes doivent être (rendus public bien amont) pour mettre tous les acteurs politiques sur le même pied d'égalité* », interrogent certains YLTPiens qui ambitionnent ou qui se lancent dans la course aux élections locales. La société civile insiste également sur cette notion d'égalité des chances. « *À la Haute cour constitutionnelle de statuer sur l'exception d'inconstitutionnalité contre l'ordonnance 60-08 relative aux réunions publiques et manifestations sur la voie publique afin d'assurer les libertés publiques et l'égalité de traitement des candidats conformément aux normes internationales régulièrement ratifiées par Madagascar* », enjoint-elle.

## Combat

En ce qui concerne le taux de participation, les élections de proximité suscitent rarement l'engouement. Il n'a pas dépassé les 31% lors des dernières législatives. Cependant, la revanche sur la présidentielle que peuvent prendre ces scrutins pourraient influencer positivement la participation au vote.

La hausse du nombre d'électeurs devrait également jouer. Ainsi, lors de l'arrêtage provisoire de la liste électorale, 533 919 nouveaux électeurs se sont inscrits. 101 341 électeurs ont été retirés de la liste. Comparé au nombre d'électeurs issus de la refonte de 2023, la liste actualisée compte 432 578 électeurs de plus, comptant ainsi 11 476 414 inscrits, soit une hausse de 3,92%. 



ÉCOUTEZ CET ARTICLE EN PODCAST

## Des maires installés pour cinq ans

**L**es maires auront leur quinquennat. Cette incongruité dans le paysage institutionnel a été corrigée par les parlementaires à la fin de l'année 2023. La proposition de loi a été portée par les sénateurs Mahaleo Tsiebo et Hajaniaina Tahina Andrianandrasana. « *(Cette réforme) a été initiée à la demande des élus dans les collectivités territoriales pour le prolongement de leur mandat pour cinq ans. (La loi) permettra aux maires d'accomplir leur programme de développement et la décentralisation* », avait expliqué le Sénat. Le texte a modifié les modalités des élections au niveau des Collectivités territoriales et décentralisées (CTD), l'organisation du fonctionnement et les attributions de leurs organes mais aussi les dispositions des textes régissant les modalités des ressources des CTD. Jusqu'alors les premiers magistrats des communes urbaines et rurales n'avaient « que » quatre ans pour réaliser leurs actions. Cette proposition de loi visant à étendre le mandat des maires a été jugée conforme à la

constitution par la Haute cour constitutionnelle (HCC). Le sénateur Hajaniaina Tahina Andrianandrasana avait justifié ce changement pour qu'« *il y ait plus de stabilité pour le maire afin d'accomplir ses missions* ». Par cette même modification, le mandat des autres membres des CTD, entre autres, les chefs de région, les chefs de province ainsi que leurs conseillers respectifs, a été aussi ramené à cinq ans. En plus de changer la durée du mandat des maires et conseillers communaux de quatre à cinq ans, ce scrutin réintroduit le suffrage par liste à la majorité proportionnelle à un tour. Ce sera effectivement l'une des nouveautés de ces élections communales. Ce qui peut constituer un vrai casse-tête pour les candidats. Le chef de l'Exécutif communal ainsi que ceux qui feront partie de l'organe délibérant ne seront plus élus séparément.

R.A

# La parole aux jeunes

Une fois de plus, le cycle électoral offre l'occasion à des jeunes de tenter leur première expérience pour un mandat électif. Témoignages de quelques-uns qui nous partagent leur vision, leurs aspirations ou...leurs doutes.

ORNELLA ASSIMINI

## « Il faut se lever contre les injonctions faites aux femmes »

« La vocation pour la politique n'était pas forcément innée chez moi. J'étais dans la même situation que les jeunes de ma génération. Ils ont une grande appréhension, pour ne pas dire une détestation de la politique qui s'apparentait à de l'arnaque. Ce regard forcément biaisé est partagé par de nombreux jeunes ou de simples citoyens.

Bien des années plus tard, j'ai pris conscience que tous les comparatifs de la vie publique avaient trait à la politique. Je pensais que le *kapoakam-bary* n'avait rien à voir avec la politique, mais je me trompais. La politique est le fil conducteur de toute la société. D'où mon engagement. Nous sommes dans un pays démocratique et les élections sont les bases de cette démocratie.

Les jeunes ne font plus confiance à la politique, car de nombreux politiciens ne tiennent pas leurs promesses. Les campagnes électorales vont débiter. Une nouvelle fois, de nombreuses promesses seront adressées aux jeunes, mais peu d'entre elles seront tenues. D'où leur impression d'être instrumentalisés pour obtenir des voix. Pour attirer et convaincre les jeunes, je pense qu'il n'y a que les bons exemples à donner.

En ce qui concerne les députés et leur réputation, il ne faut pas trop généraliser. Certains font admirablement leur travail, d'autres pas.

Pour réhabiliter cette image, il n'y a que le rétablissement de la confiance envers les jeunes et les électeurs en général. Je pense que les députés doivent aussi s'investir réellement dans leur circonscription, analyser et proposer des solutions pour les problématiques qui empêchent ces dernières d'avancer. Certes, les occupants de la chambre basse sont appelés à faire la loi, mais n'oublions pas que ce sont aussi des citoyens de la communauté et de la société. Ils doivent prendre connaissance des problématiques parce qu'ils ont le pouvoir de le faire.

La place de la femme dans la politique est encore un vrai défi.

Certaines perceptions de la société disent qu'elles ne doivent pas prendre le *leadership*. Cette situation est assez généralisée, ce n'est pas une critique, c'est un constat. Pour moi, se porter candidate est une responsabilité.

Il faut se lever contre les injonctions faites aux femmes et aux groupes minoritaires. À Madagascar, certes, il y a une certaine culture qui s'est imposée, mais soulignons que de puissantes reines ont siégé, si on ne prend comme exemple que le Nord. Nous atteignons presque la parité dans la société actuelle. Les femmes doivent jouer pleinement leur rôle. Même si, reconnaissons-le, en politique, les attaques personnelles fusent dès qu'il s'agit de parler de femmes (*akoho vavy maneo, tsy faka vady...*). Une double peine s'impose. » **P**





HILDA HASINJO, CANDIDATE A LA MAIRE D'ANTANANARIVO, PLATEFORME ANTISO

## « S'engager dans cette course s'apparente à une course de fond »

« La décision de me porter candidate à la mairie d'Antananarivo remonte à 2017, durant la fin de la formation YLTP organisée par la FES. À ce moment-là, j'avais eu un déclic : il fallait que je prenne mes responsabilités et que je m'engage pour changer la situation, et ce, à travers la politique.

Et au fur et à mesure où les choses évoluaient et au gré des événements au sein de la Commune urbaine d'Antananarivo, où je siège en tant que conseillère municipale, mon engagement s'est raffermi, dans le sens où j'ai vu comment les choses se déroulent actuellement. Il y a beaucoup de situations qu'il faut changer. Les Tananariviens ne méritent pas la vie qu'ils ont actuellement. Ils ne méritent pas ces dirigeants. Je dois vous avouer que durant presque une année, j'ai eu des moments de doutes. Je me suis demandé si je voulais réellement m'engager dans cette voie de la mairie, vu l'ampleur de la tâche et des difficultés, sans oublier les poids sociaux sur les jeunes et sur les femmes, de surcroît dans le monde politique.

Aujourd'hui, j'ai conscience de l'ampleur de la tâche et des responsabilités qui m'attendent, mais je sais que toutes les préparations que j'ai faites et toute cette confiance que les citoyens de divers horizons m'ont accordée vont m'aider à réussir.

Malgré cette peur et le stress, je dois quand même avancer et proposer ce que j'ai de meilleur pour faire changer les choses. Mais s'engager dans cette course s'apparente à une course de fond. Il nécessite d'importants fonds. Comment les avoir afin de mener d'abord une campagne électorale à l'échelle de la ville ? Elle doit être bruyante, importante et massive. J'ai déjà une expérience électorale en termes de campagne, je sais aussi que cette fois-ci elle va être d'envergure. Pour y arriver, nous allons capitaliser avec notre équipe les acquis de la première expérience. Nous allons également organiser des levées de fonds et réaliser des activités pour faire participer les citoyens.

Nous mobiliserons ceux qui ne peuvent pas directement participer dans la vie politique, mais qui veulent quand même faire bouger les lignes. Nous allons être le porte-voix de ces personnes que nous inviterons à participer activement pour consolider notre fonds de campagne.

Notre plateforme a déjà une vision pour Madagascar. C'est d'elle que découle le projet de société pour Antananarivo.

En ce qui concerne les priorités, quand on jette un coup d'œil sur ce qui se passe dans la capitale, nous avons l'impression que tout est prioritaire et urgent. Mais à mon humble avis, la priorité des priorités reste le côté humain qui doit être au centre de toutes les décisions. » **P**

BLAISE VELONJARA RAMANDAHATRA, CANDIDAT AU CONSEIL MUNICIPAL D'ANTANANARIVO,  
ANTOKA SY DINAN'NY NOSY (ADN)

## « S'imposer dans un parti politique quand on est jeune n'est pas facile »

« L'idée de se présenter à un mandat électif a déjà germé en moi depuis des années, depuis que j'ai développé ce que l'on baptise la "conscience politique". Être candidat à un poste électif nécessite de la préparation. Ce n'est pas un jeu. Personnellement, je suis prêt. La décision a été prise de concert avec les membres du parti.

Les formations politiques n'existent pas et ne doivent pas exister si elles ne prennent pas part aux différentes élections. Elles se doivent d'avoir des élus, à mon sens, c'est une condition de leur existence. Dans le processus politique, la politique de la chaise vide n'a jamais fonctionné à Madagascar. Au contraire, elle n'a laissé la place qu'au règne de la pensée unique. D'où l'importance de la participation citoyenne notamment à travers les scrutins ou à travers les partis politiques. Je souligne cette importance des partis politiques, comme l'ADN, dans cette échéance qui est très importante. Il apporte son soutien en termes d'idées ou encore dans les volets financiers ou logistiques.

Un point qui est très important : s'imposer dans un parti politique quand on est jeune n'est pas facile. Les points de vue sont différents et les visions avec les aînés ne se concordent pas forcément. Les membres du parti politique viennent de nombreux horizons. La gérontocratie est encore une vraie réalité au sein des formations politiques. Souvent, les jeunes sont relégués au second ou au troisième plan.

Mais en tant que jeune, je suis appelé à user de toutes les stratégies qui permettraient de s'imposer comme le *lobbying*, par exemple. Se présenter à un poste de conseiller municipal dans une ville comme Antananarivo comporte de nombreux défis et d'innombrables *challenges*. La Ville des mille a une place particulière dans la Grande île, en étant la capitale. Le budget qu'il gère équivaut quasiment à celui de trois ou de quatre ministères. La ville rassemble tous les groupes sociaux de Madagascar. Il y a des points qu'il faut voir quand on veut y apporter le changement. Il faut s'y prendre de manière très diplomatique et intelligente. Les points clés des décisions se concentrent dans la capitale.

Chaque arrondissement de la Ville des mille concentre des défis en termes sociétaux comme l'accès à l'eau potable, la gestion des ordures ménagères, la gestion de la sécurité... Les efforts de l'administration centrale ne se répercutent pas forcément sur la réalité et sur le quotidien des habitants. » P

SAHOLITIANA RAMAMONJISOA, CANDIDATE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AMBALAVAO

## « Le conseiller municipal est une sorte de garde-fous pour le maire »


« En 2013, j'avais déjà l'idée en tête de me présenter à un mandat électif. Mais après mûre réflexion, j'avais estimé que je n'étais ni assez armée ni assez prête pour avancer dans une telle aventure. Aujourd'hui, devant la situation dramatique du pays en général et devant les problématiques de la ville, j'ai décidé d'aller de l'avant, aussi modeste que représente cette fonction de conseillère municipale.

Il y a la place peu évidente qu'accordent les aînés et la société aux jeunes en matière politique, mais il y a aussi un manque d'entrain de leur part. La politique est faite pour tout le monde. Il ne devrait pas y avoir de limites ou de limitations. Mais comme je l'ai souligné, il arrive que les jeunes ne soient pas très motivés à l'idée d'être des acteurs politiques. Ce qui est dommage. Ils préfèrent l'entrepreneuriat à la politique qui est une des manières de créer rapidement et durablement le changement.

Même si cette vision est difficile à instaurer au sein de la société. Certains membres de ma famille sont même contre cette volonté que j'affiche de faire de la politique. Entre l'entrepreneuriat, les associations ou la politique, il devrait y avoir des points de convergence. La politique est un trait d'union après tout. Tout est lié. L'objectif est de contribuer au développement.

Je suis profondément progressiste et j'ai décidé de m'aligner en tant qu'indépendante. Ce qui m'anime à faire face aux principaux partis politiques. Je suis consciente des difficultés que cette situation va engendrer, mais je me suis engagée. Les appels du pied des partis de gauche sont nombreux, je me donne le temps de réfléchir.

Ma vision pour la ville d'Ambalavao est le prolongement de mon activisme au sein de l'association que j'ai fondée, Jeune avenir de Madagascar. Elle est active dans l'assainissement, l'hygiène et l'environnement. Ces thématiques sont primordiales pour une agglomération comme Ambalavao. Les solutions ne sont pas pérennes, malgré les vaines tentatives initiées.

Je pense qu'il ne faut pas s'arrêter sur les blocages engendrés par la peur si l'on veut développer le pays. Il faut prendre ses responsabilités. Un conseiller municipal est une sorte de garde-fous pour le maire, car il a le pouvoir de le destituer s'il faillit à ses missions et à ses obligations. Il peut surveiller le budget de la commune, mais il a également pour rôle de délibérer sur les décisions importantes concernant la gestion de la ville : le budget et le compte administratif, l'organigramme de la commune, les emprunts, la fixation des taux des prélèvements et des taxes spécifiques diverses... » 

BALITA AMBININTSOA SAMOEL, CANDIDAT DÉPUTÉ AU SIXIÈME  
ARRONDISSEMENT D'ANTANANARIVO, INDÉPENDANT

## « Le député doit être un modèle »

« Antananarivo est ma ville. Je maîtrise globalement les tactiques et les stratégies pour conquérir un de ses arrondissements, en l'occurrence le sixième où j'ai grandi et où œuvrent la plupart des associations que j'ai fondées ou auxquelles j'ai adhéré. Cette circonscription est pleine de paradoxes, à l'image de la capitale malgache. Elle est à la fois éminemment urbaine et rurale. Certains défis liés à la ville ainsi qu'à la campagne y sont rencontrés.

J'ai été élu en tant que conseiller municipal. Toutefois, aujourd'hui, je me lance dans la course aux législatives la raison est toute simple : la circonscription à gérer sera beaucoup plus restreinte par rapport à une énorme ville comme Antananarivo. Ainsi, les impacts des actions seront plus palpables et même l'approche de la campagne électorale sera mieux ciblée. Cela ne veut pas dire que les élections seront faciles. La bataille sera très âpre. Être conseiller municipal relève plutôt d'une vision globale de la cité. Parce qu'il faut s'imaginer que la Ville des Mille recense 192 *fokontany*. Même du point de vue politique, en étant conseiller municipal, nous sommes davantage restreints et limités dans nos paroles et dans nos mouvements. Les actions de développement qui doivent s'inscrire dans une logique personnelle mais également globale. J'ai été toujours animé par ce désir d'apporter ma contribution à la cité. Dans notre cas, nous étions amenés à côtoyer des groupes plus puissants au sein de l'hémicycle d'Antananarivo. Au tout début, nous avions pensé que nous pouvions manœuvrer à notre guise. Nous avions l'ambition d'être le trait d'union entre les deux grands partis mais cette approche a été un échec, avouons-le.

En ce qui concerne l'image que renvoient les députés, n'oubliez pas qu'ils ont tous leur parti et leur origine. Certains sont des modèles, d'autres pas forcément, selon nos jugements en tant qu'êtres humains. Mais il faut aller en profondeur pour savoir que veulent réellement les députés ? Quels sont leurs aspirations pour leurs électeurs et pour le pays ? Il est clair que leur rôle est de proposer des lois tout en essayant d'apporter le développement dans la circonscription où ils ont été élus. Il a des redevabilités requises par rapport à ceux qui ont voté pour lui. Il ne faut jamais négliger cet aspect parce qu'il est attendu que le député élu apporte aussi des impacts à la communauté d'où il vient.

Toutefois, il ne faut pas se méprendre. Ce n'est pas au député de créer le développement mais il est appelé à appuyer les orientations stratégiques. Pour le sixième arrondissement en particulier, qui est au cœur d'Antananarivo mais qui partage une situation de ruralité avec les autres communes périphériques, les défis sont encore de taille. Par exemple, l'accès à l'eau potable, la réfection des ruelles ou l'éclairage public. Ce sont autant de challenges qu'il faut relever. Mais ce n'est pas au député de réaliser les grands chantiers, il n'est pas appelé à concrétiser le programme gouvernemental. Toutefois, il peut intervenir en mobilisant les parties prenantes à travers les associations ou le secteur privé. » **P**

## « Les actions qui ont été initiées nécessitent une continuité »

« En vérité, ma volonté de me présenter à nouveau à la tête de ma commune vient de mon sentiment de la mission inachevée. J'estime que je n'ai pas atteint tous mes objectifs lors du premier mandat. Les quatre ans n'ont pas suffi à développer toutes mes visions. Certes, plusieurs programmes ont été réalisés, mais quelques-uns méritent d'être continués et finalisés. Il faut continuer le travail qui a été déjà fait. Les actions qui ont été initiées nécessitent une continuité, si je ne parle que du volet insécurité, par exemple. J'avais espéré pouvoir construire le bureau de la brigade de la gendarmerie, mais certaines réorganisations m'ont obligé à ajourner ce chantier. Ce qui me fait dire qu'il faut continuer les actions qui ont été entamées à travers un second mandat. Toujours dans ce volet des infrastructures, 50% des ruelles ont été réhabilitées. Il reste donc une très grosse moitié qu'il faut terminer. Il ne faut pas non plus négliger la demande de la part des électeurs qui veulent que je rempile pour un second mandat afin de continuer les efforts qui ont été menés ces quatre dernières années. Je pense que d'ici cinq ans, toutes les infrastructures, qui sont les piliers d'une commune, seront terminées. Si je procède à une évaluation des collaborations avec les diverses parties prenantes à la tête de la commune, je peux dire qu'elles se sont accrues.

La relation avec les élus, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'administration centrale nécessite une certaine célérité dans son approche. Il est impossible à un maire de réaliser tout seul toutes les missions qui lui incombent.

Une des grandes leçons que j'ai tirées de ces dernières années est qu'être candidat est différent d'être maire. On idéalise certaines choses, mais dans la réalité on est appelé à faire des compromis. D'un point de vue extérieur, l'on pense que quatre années devraient largement suffire pour apporter le développement et réaliser toutes les promesses, mais la réalité est tout autre. La réalisation d'un processus prend du temps. L'organisation de l'administration centrale est également un facteur à prendre en compte. La priorité de l'État n'est pas forcément celle des maires. Le processus administratif est un défi assez conséquent, si je ne parle que des procédures de passation de marché, par exemple. J'estime que, parfois, elles sont un frein au développement. En guise d'illustration, combien de fois avons-nous voulu acquérir du matériel roulant pour l'assainissement ? Nous avons perdu près d'une année avant de boucler la passation de marché. Alors que le matériel est vital pour la commune.

La charge est lourde. Aujourd'hui, suite à une réforme, le décaissement de l'argent au sein des communes a été alourdi. Ces différentes problématiques que l'on rencontre dans l'exercice de nos fonctions tempèrent parfois nos ardeurs. Mais c'est un sacerdoce. Je veux réaliser ma mission jusqu'à la fin. » **P**

HELENA RAMANANTENASOA,

CANDIDATE CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE  
MANJAKANDRIANA

## « Il n'est ni facile ni aisé de faire de la politique à Madagascar »

« Durant le cycle électoral de 2018, des partis politiques m'avaient approchée pour intégrer leur liste. À l'époque, j'étais encore en poste au sein d'une institution. Malgré mon envie, il m'a été difficile de me porter candidate. Pour éviter les problématiques liées à mes fonctions, j'ai décidé de taire mes ambitions à cette époque. En plus, j'estime que je n'étais pas encore prête.

Aujourd'hui, je le suis. Ma motivation principale est d'apporter ma part de contribution pour développer la commune de Manjakandriana. J'habite cette commune depuis de longues années. De par mes fonctions, j'ai appris à connaître parfaitement tous les défis et toutes les problématiques qui se posent dans le développement d'une communauté.

En matière politique, divers obstacles se posent actuellement. Il est vrai que certaines images négatives sont perçues par les citoyens. La politique est considérée comme étant "sale", "meurtrière" ou une "chasse-trappe". Mais du point de vue du vivre ensemble, c'est la meilleure manière – et la plus noble – de contribuer au développement du pays et de la communauté. Tout ce que l'on fait équivaut à la politique. Même la question des sphères individuelles relève de la sphère politique, comme celle "du ventre" en vogue dans les années 60 et 70. Toutefois, la politique de développement est idéale. Je pense que celui ou celle qui se porte candidat a comme objectif ultime d'apporter et de porter le développement et d'œuvrer pour le bien commun.

Certes, il n'est ni facile ni aisé de faire de la politique à Madagascar, ou ailleurs. De nombreuses personnes sont découragées et perdent espoir. Dans ce contexte, la situation des femmes est plus difficile. Elles ne sont pas suffisamment considérées dans la sphère politique pour le moment.

Mais il faut se rendre compte que s'il est un groupe d'individus qui subit ou qui vit la politique au quotidien, les femmes sont en première ligne. À cause des relets de l'éducation patriarcale, on les a cantonnées à la cuisine ou aux tâches ménagères. Une illustration de l'influence de la politique sur les femmes : les politiques commerciales influent désormais sur le quotidien. Ainsi, les politiques en faveur des femmes doivent être multipliées et consolidées. C'est l'une des raisons de mon engagement. La gent féminine a aussi des idées. Je pense qu'une bonne conseillère municipale cherche le bien commun et cherche les meilleures manières de développer la cité. » **P**

ÉCOUTEZ CES ARTICLES EN PODCAST





Retour sur la présidentielle

# LE DIFFICILE MARIAGE ENTRE NOMBRES ET LÉGITIMITÉ

*L'année 2024 inclura deux phases dans le cycle électoral : les communales en mai et les législatives en novembre. Ces scrutins suivront-ils les mêmes tendances que la présidentielle ? Quelques chiffres-clés pour comprendre.*

KEVIN RAZAFINDRABE

C'est la dixième fois que la population est appelée à émettre son avis sur qui devrait diriger presque 30 millions de personnes. Entre de multiples revendications et l'éternelle quête de légitimité que les acteurs politiques ont toujours eu du mal à achever, l'élection de 2023 aura quand même été soldée sans crise post-électorale, malgré les quelques remarques ironiques de la population ici et là sur la crédibilité des chiffres finaux.

### Mise en perspective

En effet, il est vrai qu'il est difficile de marier nombres et légitimité à Madagascar. Recomptages, re-corrrections, revendications, à chaque étape d'un événement dont l'issue définira l'avenir du pays, il semble qu'il y ait toujours des irrégularités. Mais ce n'est pas pour autant que les nombres sont de mauvaise nature. Au contraire, c'est l'un des outils qui peuvent témoigner de l'étreinte dans laquelle la malhonnêteté politique a plongé la population. Quelques chiffres nous permettraient de remettre en perspective l'élection présidentielle de 2023. Si le nombre d'inscrits a été d'à peu près 11 millions de Malgaches, ce sera donc 2,858 millions des votants qui auraient voté Andry Rajoelina. Cela représente 25,88% des inscrits dans la liste électorale de 2023 – à peu près 10% de la population totale malgache – et 2,2 fois la population de la commune urbaine d'Antananarivo (CUA), selon le RGP3-3


### Scores

Andry Rajoelina aura eu ses pires scores (moins de 50%) dans 5 sur 23 régions : Analanjirifo (49%), Bongolava (44%), Fitovinany (49%), Itasy (42%) et Sava (42%). À l'opposé, ses scores les plus écrasants furent dans la Haute Matsiatra (80%), Ihorombe (74%), Alaotra-Mangoro (71%) et Amoron'i Mania (70%). De manière anecdotique, les pires scores absolus sont tenus par Jean-Jacques Jedidia Ratsietison, dans les régions Haute-Matsiatra (0.14%) et Ihorombe (0.18%). Enfin, après Andry Rajoelina, les meilleurs scores ont été tenus par Marc Ravalomanana, à Bongolava (36%) et à Itasy (37%).

### Abstention

Le sujet le plus intéressant de cette élection sera certainement l'abstention, dont le record au premier tour a été battu avec les 53,65% d'absents de cette fois-ci. Le précédent record ne revient pourtant pas loin puisqu'il s'agissait des élections de 2018, avec 45,77%, qui a, elle aussi, abouti à la victoire de Andry Rajoelina.

70,86% : c'est le record d'abstention entre les régions et elle s'est manifestée à Bongolava, suivie de près par Vakinankaratra avec 69,63%. Pour Analamanga, où s'est le plus manifesté le Collectif des 10 candidats, le taux d'abstention arrive en troisième position pour 65,74%. Enfin, l'Androy a eu le plus de mobilisation. La région ne comptabilise que 20,66% d'abstention (Graphe 3 et 4).

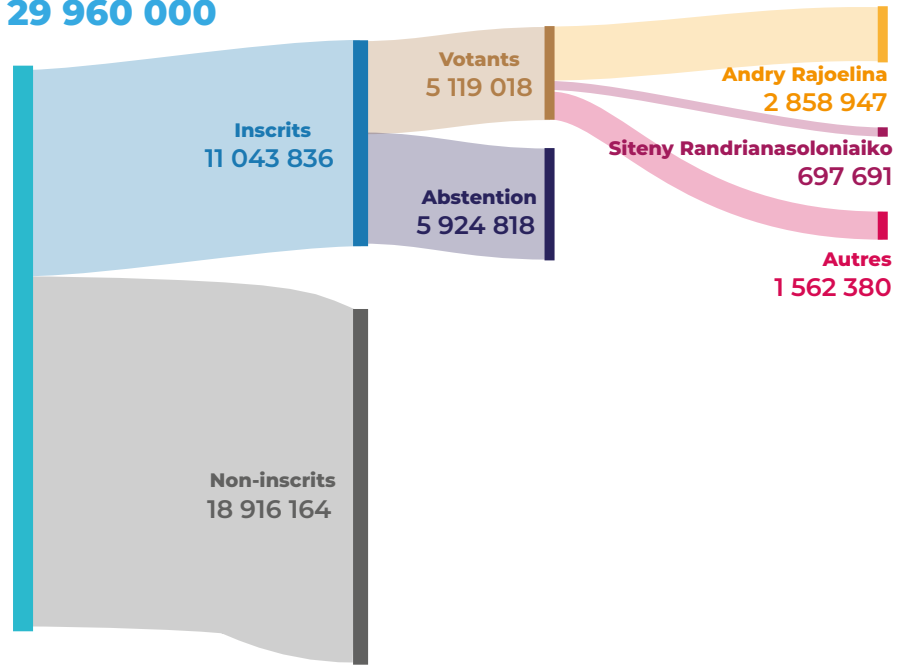
-58,54%, c'est supposément le taux d'abstention le plus bas achevé par un bureau de vote pour les élections de 2023. Et cela s'est produit dans le *fokontany* de Bevindabe, district de Benenitra, Toliara. En effet, ce *fokontany* compte 82 inscrits pour 130 votants. Une erreur de saisie peut-être ? Quoi qu'il en soit, ils sont à peu près 200 *fokontany* à être marqués des taux d'abstention négatifs. 

**Le sujet le plus intéressant de cette élection sera certainement l'abstention, dont le record au premier tour a été battu avec les 53,65% d'absents**



# QUELQUES CHIFFRES MARQUANTS DE LA PRÉSIDENTIELLE

POPULATION  
29 960 000



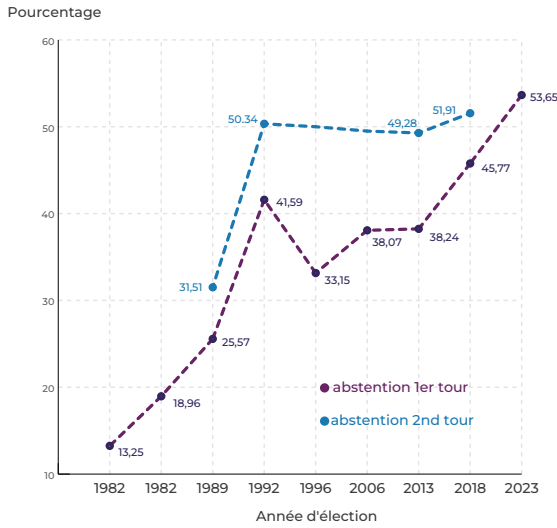
REGION	Pourcentages obtenus par chaque candidat dans les 23 régions												
Alaotra Mangoro	1,1	1,3	71	1,2	14	0,38	0,34	0,82	0,6	2,1	0,48	0,17	6,5
Amoron'i Mania	1,3	1,5	70	1	9,9	0,32	0,29	0,83	0,51	2,1	0,96	0,17	11
Analamanga	1,4	0,78	67	0,46	16	0,22	0,87	0,4	0,47	1,5	1,2	0,18	9,6
Analanjirifo	1,9	2,6	49	2,6	6,6	0,76	0,53	1,3	0,83	18	0,84	0,36	15
Androy	1,1	1,8	65	1,9	5,6	0,67	0,86	1,5	0,68	2,7	0,65	0,34	17
Anosy	1,3	1,8	51	1,6	6,8	0,8	1,1	1,6	0,69	3	0,69	0,44	30
Atsimo Andrefana	1,2	1,4	50	1,4	4,5	0,7	0,86	1,5	0,63	2,1	0,6	0,43	35
Atsimo Atsinanana	2	2,6	51	1,9	5,5	1,1	0,77	2	0,97	3,6	0,75	0,54	27
Atsinanana	2,2	2,3	65	3	9,1	0,6	0,45	1,6	0,8	4,1	0,9	0,25	10
Betsiboka	2,1	2,5	51	2,1	26	0,93	0,51	1,8	0,76	3,7	0,74	0,27	6,8
Boeny	1,5	2,1	56	1,8	18	0,86	0,53	1,7	0,6	2,8	0,96	0,3	13
Bongolava	1,5	2,1	44	1,5	36	0,52	0,44	1,3	0,72	2,9	0,76	0,34	8,3
DIANA	1,4	1,9	64	1,4	10	0,52	0,37	1,1	0,64	4,7	0,78	0,32	13
Fitovinany	2,3	3	49	2	8,6	1	0,96	4,5	0,98	4,2	0,91	0,45	22
Haute Matsiatra	1,3	1,6	80	0,92	6,3	0,24	0,23	0,71	0,44	2,3	0,62	0,14	5,2
Ihorombe	1,2	1,6	74	1,3	7,5	0,48	0,36	0,81	0,49	2,3	0,48	0,18	8,9
Itasy	1,6	2	42	1,4	37	0,57	0,62	0,87	0,8	3,3	0,77	0,35	8,6
Melaky	1,9	2,5	57	2,4	9,1	1,6	0,69	2,4	1	4	1	0,42	16
Menabe	1,3	2,2	51	1,7	22	0,78	0,49	1,4	0,64	2,4	0,61	0,35	15
SAVA	1,6	2,1	42	1,7	5,2	0,74	0,54	1,1	0,76	32	0,94	0,5	11
Sofia	2,2	2,7	50	2,1	19	0,81	0,57	1,5	0,83	10	0,63	0,29	9,3
Vakinankaratra	1,5	1,9	51	1,5	28	0,57	0,61	0,86	0,84	3	0,94	0,32	8,7
Vatovavy	2,2	2,4	62	2	7	0,69	0,62	1,9	0,7	3,1	0,74	0,23	16
CANDIDATS	N° 01	N° 02	N° 03	N° 04	N° 05	N° 06	N° 07	N° 08	N° 09	N° 10	N° 11	N° 12	N° 13

N° 01 : Tahina Razafinjoelina  
N° 02 : Hajo Herivelona Andrianainarivelo  
N° 03 : Andry Nirina Rajoelina  
N° 04 : Iarovana Roland Ratsiraka  
N° 05 : Marc Ravalomanana

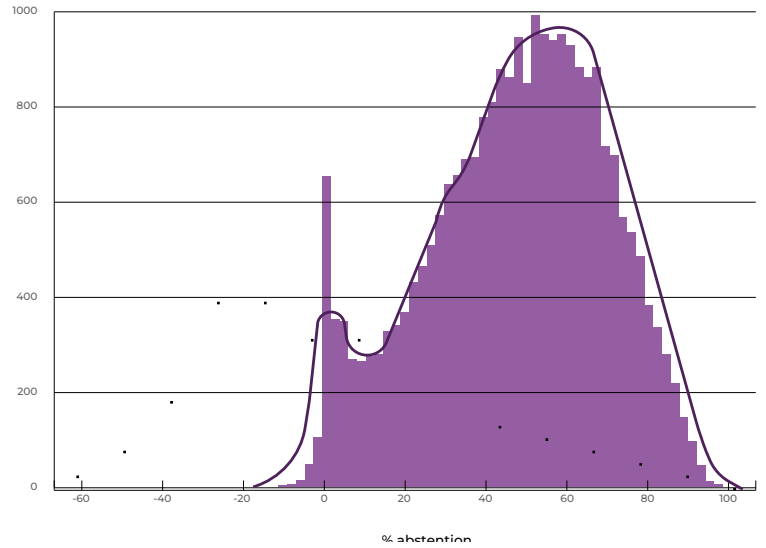
N° 06 : Paraina Auguste Richard  
N° 07 : Andry Raobelina  
N° 08 : Jean Brunelle Razafitsandraofa  
N° 09 : Lalaina Harilanto Ratsirahonana  
N° 10 : Hery Martial Rajoanarimampianina

N° 11 : Sendrison Daniela Raderanirina  
N° 12 : Jean-Jacques Jedidia Ratsietison  
N° 13 : Siteny Thierry Randrianasoloniaiko

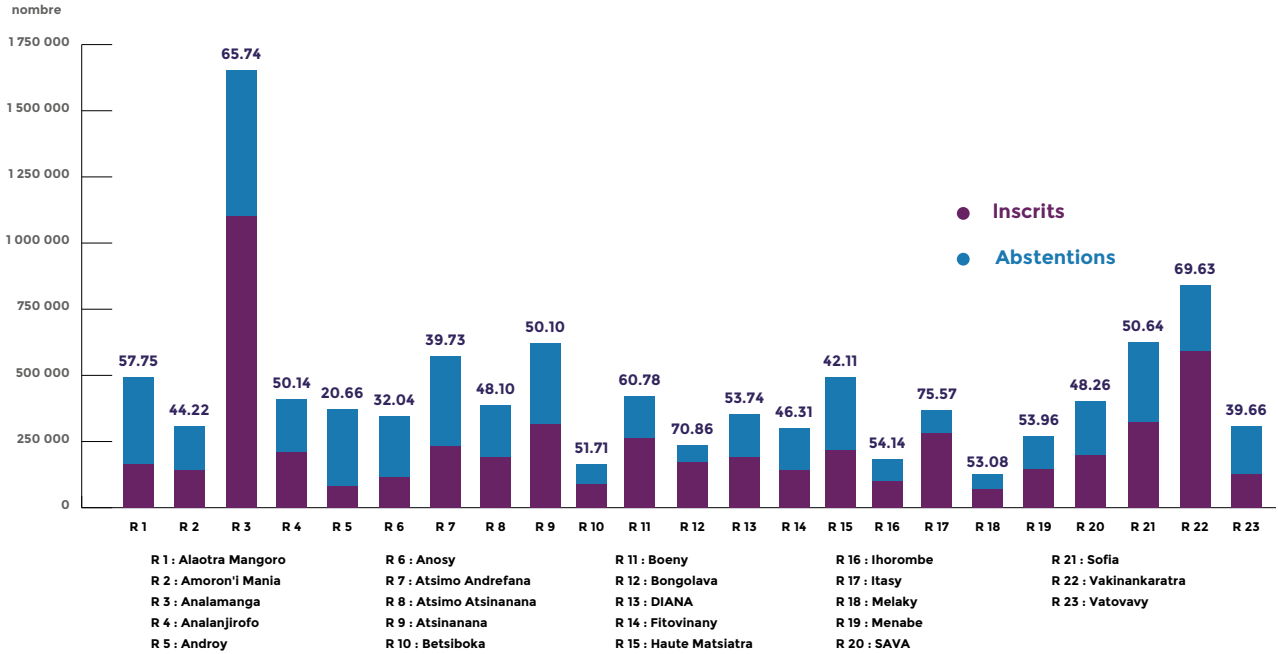
Evolution des taux d'abstention depuis 1982



Histogramme des taux d'abstention



## Inscrits et abstentions



Note: les chiffres en sommet des barres représentent les taux d'abstention



# Mihamina Rakotomandimby

Consultant en informatique

## « POUVONS-NOUS FAIRE CONFIANCE AU SYSTÈME QUI A ÉTÉ MIS EN PLACE? »

*Observateur avisé de la vie publique et du développement, Mihamina Rakotomandimby nous livre ses impressions sur l'influence et les impacts des réseaux sociaux dans le processus électoral.*

LOVA RALAMBOMAMY


### Dans le cadre d'une période électorale, quels sont les apports des réseaux sociaux ainsi que leurs limites ?

**Mihamina Rakotomandimby (M.R.):** J'ai pu observer les élections en 2001, 2006, 2010, 2013 et en 2018. En 2001, les réseaux sociaux n'existaient pas encore. En 2010 et en 2013, ils ont commencé à compter dans le paysage par le biais du fil d'actualités de *Sobika.com* qui publiait les informations en temps réel. Les informations en continu venaient également de Facebook. Il faut comprendre que les réseaux sociaux disposent d'une "entrée privilégiée" auprès des consommateurs malgaches par rapport aux autres sites étant donné qu'il y a des offres à moindre coût qui varient entre 1 000 et 2 000 ariary. La population qui y a accès est relativement importante. Cette plateforme a également donné une certaine visibilité aux institutions qui n'en avaient pas avant. Auparavant, beaucoup de citoyens n'avaient pas accès aux procès-verbaux des conseils des ministres. Mais les pages Facebook des institutions ont permis de démocratiser l'accès aux informations sur ces plateformes, du moins, à une grande partie. Toutefois, avec la même somme, nous ne pouvons pas nous connecter sur les autres sites ou médias en ligne. Ce qui est problématique parce que bon nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux n'ont pas les moyens de recouper les informations. Le coût de la connexion remet en cause la volonté de certaines personnes de vérifier les informations en dehors de la plateforme et de les contraindre à ne *fact-check*

*ker* que sur les réseaux sociaux eux-mêmes. Pour avoir le "vrai" internet qui ne se limite pas à Facebook, il faut déboursier plus de 100 000 ariary par mois, ce qui est inaccessible pour de nombreux ménages. Il faut également l'équipement. Le vrai internet libre a un coût d'accès très élevé.

### Pensez-vous que la Grande île soit prête pour une transition vers un vote électronique? Avons-nous le savoir-faire nécessaire pour cela ?

**M.R.:** Pour ce qui est du savoir-faire, nous avons plusieurs écoles informatiques, universités ou centres de formation. Tous les sortants de ces écoles trouvent du travail. Le phénomène qu'on a récemment observé est que les pays européens et canadiens jettent leur dévolu sur nos informaticiens. Les employeurs s'engagent même à prendre en charge les démarches de migration nécessaires et proposent une rémunération très motivante pour les embaucher. Nous avons su former des gens qui plaisent et qui répondent aux besoins de ces pays. Mais la question est de savoir si nos jeunes diplômés préfèrent rester à Madagascar ou conquérir d'autres horizons. La réponse est plus claire quand les institutions préfèrent attribuer les marchés aux entreprises étrangères. Une autre problématique se pose également : pouvons-nous faire confiance au système qui a été mis en place ? La réponse est non. On a vu le logiciel de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), par exemple. Des audits et des recommandations ont été effectués, mais ils sont restés sans suite. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si les mesures cor-

rectives ont été appliquées ou si les étapes de sécurisation ont été améliorées. Le même problème survient également auprès des institutions dont les sites web se font pirater facilement, comme celui du ministère de l'Économie et des Finances. Je ne dis pas que l'État manque de volonté, mais les efforts ne sont pas bien coordonnés. Toutes ces défaillances montrent également que l'informatique et les nouvelles technologies ne font pas partie des priorités de l'Administration. Tant que nous ne parvenons pas à établir des approches sûres sur des sujets simples, je pense qu'il nous est impossible de faire confiance au système sur des sujets compliqués et vitaux comme les élections. Aussi, les moyens ne nous le permettent pas encore. On avait promis un ordinateur par *fokontany* à un moment donné, ce qui n'est toujours pas le cas alors que les bureaux de vote sont au sein des *fokontany*. L'État pourrait procéder à la mise en place du système de vote électronique et l'utiliser mais pour l'instant, je pense que le niveau de confiance des citoyens pour ce faire est considérablement faible. Et pourtant, durant la première République, bien que nous ne recensons que peu d'électeurs, les résultats étaient disponibles rapidement et les citoyens avaient confiance au système. Actuellement, il faut plus de deux mois pour avoir les résultats. Je pense que pour instaurer de nouveau cette confiance, il faut remodeler le système et renforcer la sensibilisation pour que les gens puissent participer davantage. En tout cas, pour les élections qui vont venir, il faut s'attendre à un *remake* de 2018 avec un système défaillant. 

# GRAND DOSSIER

A scenic view of a tropical coastline. The foreground is dominated by a large, gnarled tree with dense green foliage, standing on a sandy and rocky shore. The water is a vibrant turquoise color, transitioning to a deeper blue further out. The sky is a clear, bright blue. The overall atmosphere is serene and natural.

<b>Décentralisation, les mêmes causes, les mêmes effets</b>	<b>21</b>
<b>Interview de Naina Andriantsitohaina : « Les chefs de Région seront probablement élus »</b>	<b>22</b>
<b>Développement : au crépuscule des villes</b>	<b>27</b>
<b>Décentralisation : se recentrer sur les régions</b>	<b>29</b>

## Décentralisation

# Les mêmes causes, les mêmes effets

*La décentralisation est une problématique vieille de plus de 30 ans. Certains instruments ont été institutionnalisés, sur papier; mais dans la pratique les défis sont nombreux.*

RAOTO ANDRIAMANAMBE

« L'objectif est d'éviter autant que possible d'accumuler seulement entre les mains d'un pouvoir central tout l'ensemble du pouvoir ». Docteur Ingo Wallner, anthropologue, membre correspondant non résident de l'académie malgache, et ancien consul de Madagascar en Allemagne, décrit en ces termes simples le rapport qu'entretiennent les Allemands avec le fédéralisme, un principe sacro-saint dans ce pays qui représente bien plus qu'un système étatique. Il matérialise la structure culturelle et économique décentralisée du pays.

### Charte

Le pays de Goethe est diamétralement opposé à celui de Rabearivelo dans son approche de l'administration du territoire. « Cette situation est liée à une longue histoire et à une volonté d'Otto von Bismarck, ancien chancelier du Reich, de moderniser et de réunifier le pays. Mais il s'agit surtout d'une compréhension et d'une volonté mutuelle de s'entraider entre les Länder », continue notre interlocuteur.

Fantasmée, rêvée, discutée depuis de longues années, la décentralisation n'a jamais réellement trouvé son terrain d'expression. La Grande île a signé la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local qui définit la décentralisation comme « étant le transfert des pouvoirs, des responsabilités, des capacités et des ressources du niveau national à tous les niveaux sous-nationaux de gouvernement afin de renforcer la capacité des gouvernements sous-nationaux à promouvoir la participation des populations et la fourniture de services de qualité ».

### Inflexion

« Comment voulez-vous que l'on parle de décentralisation si, pour accorder une promotion ou limoger un de ses agents, la Commune urbaine d'Antananarivo doit passer par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique ? », tacle Toavina Ralambomahay, YLTPien et membre du parti Humaniste et Écologiste Madagascar. « La décentralisation ne doit pas juste être un discours, mais doit être vécue et concrétisée », avait tracé Andry Rajoelina, président de la République, lors des Assises nationales pour la décentralisation, tenues les 3 et 4 juillet 2023. Mais, plus d'une fois, il s'est dédit sur le sujet à travers ses actions et ses décisions, à l'image de administrations successives, à commencer


par la nomination et le changement des chefs de région en gouverneurs.

Le raout de la décentralisation en 2023, à quelques encablures de la présidentielle, avait accouché d'un Plan national pour la décentralisation émergente (PNDE) qui, d'ailleurs, affiche en la matière des objectifs ambitieux pour 2030 : un taux de transfert de budget de l'État aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) à 20%, un taux moyen de recouvrement des impôts par les CTD à 50%. Si certaines villes sont en avance sur le sujet, d'autres, comme Antananarivo, sont loin du compte. Rien qu'en matière d'Impôt foncier sur les propriétés bâties (IFPB), en 2021, à peine 13,93% des contribuables tananariviens se sont acquittés de leurs obligations.

Mais même en atteignant des proportions élevées de recouvrement fiscal intérieur, les CTD doivent faire face à un centralisme exacerbé. Pour le moment, comme pour le cas dans d'autres pays en voie de développement, le processus de décentralisation à Madagascar a connu de brusques inflexions et fait face à des périodes d'incertitude. La Grande île affiche près de 30 ans d'expérience dans le domaine, mais elle reste fortement centralisée avec seulement 5% des dépenses exécutées au-dessous du niveau central et très peu de prérogatives décentralisées au niveau local.

### Transfert

« Nous avons l'habitude d'opposer la décentralisation à la déconcentration et de concevoir la décentralisation comme un processus linéaire et comme une décentralisation verticale sectorielle sans ancrage territorial. Alors qu'elle a, surtout et particulièrement si elle se veut "effective", inévitablement un caractère systémique, soulignent les auteurs de l'étude Lois sur la décentralisation annotée. Elle englobe le transfert de pouvoirs et d'autorités aussi bien aux collectivités territoriales qu'aux unités administratives territoriales, ce qui correspond respectivement à sa dimension politique (appelée aussi dévolution) et administrative »<sup>1</sup>.

« Avant de parler de décentralisation, est-ce qu'il y a une compréhension et une velléité également à se supporter mutuellement et réciproquement ainsi que cette entraide entre les groupes communautaires à Madagascar ? La compréhension mutuelle est essentielle dans ce genre de système », fait remarquer docteur Ingo Wallner. 

### RÉFÉRENCE :

1. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/madagascar/15144.pdf>

Objectif 2030. La Lettre de politique de décentralisation émergente vise à autonomiser et à responsabiliser les collectivités territoriales de manière viable, d'ici un horizon de six ans et ce dans le cadre d'une gouvernance publique fondée sur la territorialisation des politiques. La LPDE sera mise en œuvre sur la base d'un Plan national de décentralisation émergente (PNDE).



## Naina Andriantsitohaina

*Ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire*

### « LES CHEFS DE RÉGION SERONT PROBABLEMENT ÉLUS »

*Après avoir été à la tête de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), la ville des mille problèmes et des mille défis, Naina Andriantsitohaina – à la surprise générale – a été nommé à la tête d'un “super-département” regroupant la Décentralisation et l'Aménagement du territoire. Il nous parle sans détour de tous les sujets épineux ainsi que de sa vision sur la décentralisation.*

HARILALAINA RAKOTIBE ET RAOTO ANDRIAMANAMBE

## Pour l'ancien maire que vous êtes et qui a été nommé ministre, que signifie décentralisation effective ?

**Naina Andriantsitohaina (N.A.) :** Il peut y avoir des divergences de points de vue entre décentralisation et déconcentration. La déconcentration concerne la présence de l'État. Il est logique de séparer le ministère de l'Intérieur et celui de la Décentralisation. L'une des priorités du chef de l'État est cette dernière. La décentralisation doit être la locomotive, puis viennent l'aménagement du territoire et les services fonciers qui sont des outils plutôt techniques. Beaucoup de théories ont été attribuées au concept de la décentralisation. De nombreuses légiférations ont été réalisées. La dernière en date est le Plan national de décentralisation émergente (PNDE). Mon point de vue est qu'il faut la rendre la plus "vivante" possible. La décentralisation ne peut être imposée à partir de l'État central à marche forcée. Elle part des communes, des districts, des régions... Elle est l'appropriation par la population de ses propres choix. Quel développement veut-elle pour sa région ? Quels sont ses points de vue ? Comment l'occupation du sol s'effectuera-t-elle ? Zones agricoles, zones d'élevage... Tout doit être lié. Notre problème est de conjuguer les droits coutumiers avec les droits positifs.

La législation en termes foncier reposait sur la prééminence des édits royaux. Les rois pouvaient distribuer à leur guise la terre. Ensuite, l'administration coloniale s'est imposée en accordant majoritairement des terrains aux colons. La loi a été changée en 2008. Tous les instruments qui ont été instaurés avant cette période (titres, cadastres, plans...) ont été hérités, à la fois, de la royauté et de la colonisation. Or, la question foncière est éminemment liée aux communautés qui savent qu'untel ou untel est le propriétaire d'un terrain. Auparavant, il n'y avait que peu de conflits. Il faut harmoniser coutumes et lois, car c'est la base des innombrables batailles judiciaires qui surviennent. Jusqu'à présent, les solutions adoptées n'ont pas apporté les apaisements nécessaires, au contraire.

L'idée est de partir et de s'appuyer sur le territoire. C'est notre vision de la décentralisation d'ailleurs. Nous nous appuyons sur les guichets fonciers, les plans d'occupation foncière... Ce qui évitera toutes les problématiques : par exemple, d'un commun accord

dans une commune donnée, une zone de pâturages sera préservée, par exemple. Cette approche sera adoptée. Le plan d'aménagement s'orientera autour du Schéma d'aménagement communal (Sac). La communauté doit se développer autour de ces schémas d'aménagement. L'État central doit également s'y adapter. Idem pour les Structures locales de concertation (SLC), qui pourraient atteindre le niveau régional, par exemple.

Il faut monter en compétences les maires.

## Il faut que chacun taise son ego pour s'entendre sur l'effectivité de la déconcentration et de la décentralisation afin de développer les territoires.

L'Institut national local de la décentralisation et du développement local (INDDL) a été mis en place à cet effet. La construction d'infrastructures intervient dans un troisième palier, à travers le Fonds de développement local (FDL) qui a des fonds à destination des communes rurales qui permettent de construire des bureaux des communes, écoles, des marchés, des Centres de santé de base (CSB), de réaliser des projets d'adduction d'eau... C'est-à-dire, les marques tangibles de la présence de l'État sur le terrain au niveau le plus petit. Mais ces chantres nécessitent un accompagnement bien entendu. Je le réitère, le FDL a des moyens. Ce que l'on entend dérouler cette année aura une très grande envergure, mais il y a un besoin d'accompagnement. Par exemple, si la commune veut construire une école, il y aura un référentiel sur les normes à appliquer. Si le maire et son équipe sont suffisamment compétents, s'ils maîtrisent les rouages de la passation de

marché, les fonds seront directement transférés à leur commune. Ils les géreront. Dans le cas contraire, le FDL le fera. Mais entre les deux approches, une Maîtrise d'ouvrage communal assistée (Moca) sera insérée. Un catalogue sera établi : écoles, marchés... Parce que, reconnaissons-le, à voir certaines infrastructures bâties par des opérateurs mandatés par les communes, des gaspillages de ressources existent. Une standardisation s'opérera dans toute l'île en fonction des spécificités des zones tout de même. Mais il est essentiel que des procédures standard soient établies et que les Premiers magistrats soient accompagnés pour éviter le gaspillage des ressources. Mais pour qu'ils ne soient pas empêtrés dans des problématiques. Car des maires ont été emprisonnés par méconnaissance des procédures.

Pour moi, la décentralisation doit répondre à la question : "à quoi nous servira notre territoire" ? Toutes décisions doivent être concertées, aussi bien au niveau des communes que des régions, à travers ces SLC communales, voire régionales. La décentralisation est la prise en main par la population des planifications. Ce pays ne se développera jamais sans la croissance à partir de la base et sans la gouvernance de proximité. Il faut que, pour cette année, les citoyens voient la présence de l'État.

## Le budget alloué aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) va-t-il augmenter ?

**N.A. :** En partie oui. Les subventions continueront avec des nettes améliorations. De nombreux projets d'infrastructures en bénéficieront également ainsi que le suivi des travaux. Certes, une volonté de décentraliser les ressources est présente mais l'accompagnement est essentiel.

## Une disposition transitoire a été adoptée en attendant l'élection des maires. Quels en sont les faits saillants ?

**N.A. :** Nous avons changé les textes pour que les maires puissent travailler jusqu'à ce que les nouveaux édiles soient élus. Les maires et les conseillers communaux ou municipaux sortants et en fin de mandat sont maintenus provisoirement en activité jusqu'à l'élection de leurs successeurs qui vont se tenir cette année. Par contre, ils ne peuvent pas faire "l'acquisition, l'aliénation et nantissement des biens de la collectivité, la constitution et la suppression de droits immobiliers,

l'assurance des mobiliers et immobiliers provinciaux, régionaux ou locaux, les conditions de baux à terme ou à loyer, ainsi que le partage des biens que la Collectivité possède par indivis avec d'autres propriétaires" (loi n° 2014-020 du 27 septembre 2014 suivantes: – l'article 15.3), "passer des actes de vente, échange, partage, acceptation de dons et legs, acquisition, transaction ainsi que les marchés et baux lorsque ces actes ont été autorisés conformément à la loi" ou "prendre toute décision concernant l'acquisition, la construction, l'aliénation d'immeuble dont la valeur ne dépasse pas un montant qui sera fixé par le conseil, passer les actes de vente, échange, partage, acquisition, transaction ainsi que les marchés et baux". L'essentiel est qu'ils peuvent travailler. Le mandat des maires passera maintenant de quatre à cinq ans. Quelque part, cette situation contribue à un certain équilibre.

### Les chefs de région seront-ils élus ? Pensez-vous qu'il est toujours judicieux de garder ce concept de gouverneurs de région ?

**N.A. :** Oui, probablement. Nous devons terminer le cycle des élections législatives et communales. Mais cette question de l'élection des chefs de région était déjà dans les réflexions depuis bien longtemps. Nous avons pensé qu'il était enfin temps qu'ils soient élus. Mais ce processus s'accompagne toujours de la question de la gestion d'une gouvernance transparente et efficace. Vous abordez la question du concept de gouverneur, il faut savoir que la décentralisation fonctionne par palier. Elle part de la base – c'est-à-dire des communes – jusqu'au sommet de l'État. Mais il doit y avoir un niveau intermédiaire. Les régions en sont un.

Nous devons réfléchir à la mise en place d'intercommunalités. Nous insistons pour que les maires des différentes communes trouvent des points d'entente. Cette intercommunalité peut même s'amalgamer avec une région ou même un groupe social comme les Betsileo ou les Sakalava, animés d'une même volonté d'aller de l'avant. Elle peut s'arrimer autour de questions d'intérêt économique ou de zones agricoles. À mon sens, les intercommunalités sont appelées à devenir des pôles de croissance majeurs. D'où l'avantage d'avoir un schéma d'aménagement communal et intercommunal.

### Quels devraient être les rôles des maires et des députés ?

**N.A. :** Les rôles sont différents. Les maires sont des exécutifs. Ils gèrent le quotidien de leur commune, qu'importe sa taille ou la densité des habitants. Les députés œuvrent dans la production législative...

## Aujourd'hui, il y a une confusion dans ces rôles attribués, par exemple à travers ce Ciad.

### Or, nos députés gèrent un budget conséquent à travers le Crédit d'investissement destiné à l'appui au développement (Ciad)...

**N.A. :** Pour moi, le Ciad est une anomalie. Enfin, la formulation exacte est qu'il est indigne pour un député de réhabiliter des ruelles, par exemple. Ils ont un rôle plus sacré : celui de faire les lois. Peut-être que le député sera appelé à donner les orientations stratégiques ou à définir les priorités, mais son rôle doit s'arrêter là. Le législatif et l'exécutif sont appelés à échanger et à dialoguer régulièrement. Aujourd'hui, il y a une confusion dans ces rôles attribués, par exemple à travers ce Ciad. Je le répète : si on considère la dignité de la fonction, il n'est pas à la hauteur d'un député de réaliser des petits projets. Laissez cela au ministre ou aux maires. C'est une position personnelle.

### Comment la relation entre élus et l'administration principale se déroule-t-elle ?

**N.A. :** Cette relation est essentielle. Quand je suis sur le terrain, les maires me considèrent comme étant "leur ministre". D'une manière globale, il faut instaurer des espaces de dialogue entre maires, gouverneurs, services techniques déconcentrés et préfets. Ces personnes sont appelées à dialoguer et à échanger fréquemment. En fait, il n'y a pas de prééminence de fonctions. Les uns repré-

sentent l'État, tandis que les autres sont des représentants élus, mais le point commun est qu'ils doivent se concerter pour définir les priorités de leur territoire et pour répondre à la question : comment faire pour accélérer le développement ?

Chacun a ses ambitions et ses ego. Par exemple, d'un côté, le maire, en étant élu, pense qu'il est intouchable. De l'autre, l'administration pense qu'il représente l'État. Il faut que chacun taise son ego pour s'entendre sur l'effectivité de la déconcentration et de la décentralisation afin de développer les territoires. C'est ce qui est important. Quand on établit cet état d'esprit, on remarque que les échanges sont plus fluides. Je le rappelle, l'objectif est un développement commun.

### Un rapport récent de la Banque mondiale fait état de la pauvreté de plus en plus importante dans les villes. Comment remédier à la situation ?

**N.A. :** C'est un très vaste sujet et il concerne toutes les dimensions. Je pense que la coordination est le plus important des piliers. Si nous avions des ressources illimitées, nous aurions pu faire de grandes choses. Or, les nôtres sont limitées. Ce qui nous contraint à définir les priorités à travers des actions coordonnées. Prenons un cas. Nous ambitionnons de régler la pauvreté dans le sud. Il faut intervenir sur deux niveaux d'urgence : au-delà d'avoir donné le poisson, il faut penser aussi à la canne à pêche. De quoi la communauté a-t-elle besoin ? Elle a besoin de routes, d'accompagnement, de formations... Sur ce sujet, quand les femmes sont formées, le développement est plus rapide. Il faut penser également à la sécurité. Si l'on veut se concentrer dans une zone, il faut que le mouvement soit cohérent et coordonné avec les diverses parties prenantes comme les Partenaires techniques et financiers (Ptf). D'ailleurs, auparavant, ces derniers avaient des initiatives éparpillées et qui allaient dans tous les sens dans le Sud : le Programme alimentaire mondial (Pam) mettait en œuvre des programmes de son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) du sien. Mais ils sont arrivés à mieux se coordonner en mettant en place un *nexus* qui est un concept assez récent pour éviter que les actions s'éparpillent.

De la même manière, il est essentiel que nous nous coordonnions pour définir les zones et les actions prioritaires, pour tracer les zones de résilience et celles d'urgence.



Quand l'administration et les PTF arrivent à se coordonner et à se comprendre, le développement est plus rapide. Le projet Mionjo de la Banque mondiale est une illustration palpable. En plus du projet de la construction d'un pipeline d'approvisionnement en eau, des infrastructures, de la formation des pêcheurs, qui sont déjà mis en œuvre, ce programme aura beaucoup d'impacts. Je peux dire que grâce à Mionjo, d'ici deux à trois ans, le Sud changera radicalement de visage. Le projet Mionjo a un portefeuille de 200 millions de dollars. 30% seulement ont été décaissés parce que nous sommes dans la phase de mise en place. Ce n'est pas seulement la responsabilité de l'administration malgache, mais celle de l'agence d'exécution également. Et là, j'ai vraiment beaucoup d'espoir. Ce gouvernement travaille vraiment. Je sens qu'une vraie dynamique est sur les rails. J'étais déjà ministre il y a cinq ans. Aujourd'hui, je sens que la dynamique n'est pas identique. Malgré le fait qu'effectivement il y ait le concept des 100 jours, je pense qu'elle s'inscrit davantage sur le long terme. La coordination intergouvernementale et l'impulsion que donne le chef de l'État et le chef de gouvernement sont palpables. Je suis convaincu que les actions gouvernementales porteront leurs fruits et que, cette année, nous aurons beaucoup de résultats.

### **Les deux départements ont été fusionnés : la Décentralisation et l'Aménagement du territoire. N'est-ce pas une charge trop importante pour un seul ministère ?**

**N.A. :** Au contraire, c'est une addition d'efficacité. La philosophie est que la décentralisation soit la locomotive et l'aménagement et le foncier suivront de près. Ce qui permettra d'avoir des résultats concrets palpables. Le concept du foncier reposant sur l'approche occidentale ne fonctionne pas chez nous. J'avais beaucoup discuté de ce point avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Avec un processus à l'occidental, dans 20 ou 30 ans, nous aurons toujours des conflits car les terres ne seront pas encore sécurisées. Mais si c'est la décentralisation qui guide nos actions, nous aurons des résultats immédiats et palpables. Peut-être que nous allons commettre des erreurs, mais nous les corrigerons au cas par cas. Nous ferons des arbitrages, mais il ne faut pas que la situation soit parfaite à la manière

occidentale pour commencer à délivrer les titres et les cadastres. Dans le cas contraire, nous aurions épuisé 15 ministres, mais rien ne sera fait.

### **Qu'allez-vous faire pour réduire les corruptions dans le milieu de l'administration foncière ?**

**N.A. :** La décentralisation, en partant de la base, va limiter la corruption. Les personnes et les citoyens qui vivent réellement les problématiques et les réalités sauront dire qu'est ce qu'ils veulent réellement. Notre problème est que seule une poignée d'individus – c'est-à-dire des opérateurs ou des spéculateurs – sait comment la loi est articulée et surtout comment le ministère travaille. Elle a la mainmise sur les opérations foncières, monopolise les demandes foncières et orchestre le recel de biens fonciers. C'est la chose la plus

## **Les mafias foncières seront lourdement punies et réprimées.**

injuste possible. Les individus qui utilisent vraiment les terres n'ont pas accès à la loi tout comme les grands investisseurs qui ne font pas de la corruption. Dorénavant, les terrains domaniaux ne seront plus utilisés pour faire de la spéculation. Ils serviront au développement et aux investissements. Si la communauté locale qui a déjà investi cette terre demande d'y avoir accès, on leur accordera. Par contre, si ce sont des zones qui ont été déjà sécurisées que des investisseurs demandent, l'administration peut éventuellement accorder un bail. Il faut arrêter les spéculations. Les mafias foncières seront lourdement punies et réprimées. Dans ce ministère, nous avons beaucoup de professionnels et de spécialistes intègres qui ont préféré se mettre en retrait parce qu'une poignée de personnes qui jouent avec la loi a décidé de régner avec la mafia. Des opérateurs, des ministres l'ont fait, mais c'est fini. La corruption est terminée. Dorénavant, nous allons utiliser la digitalisation pour accélérer

la transparence. Nous sommes entrés dans un cycle qui nous permettra de réformer les lois. Certaines situations doivent changer. Par exemple, pourquoi demander un certificat de situation juridique nécessite-t-il quatre à cinq mois alors que les informations sur les dossiers sont disponibles ? Pourquoi ne devrait-il pas prendre plus de trois jours, voire 15 minutes auprès d'une borne informatisée ? Des projets pilotes ont été lancés. L'ensemble du processus nécessitera la mobilisation de fonds, car nous recensons une soixantaine de circonscriptions domaniales. On va mettre en place dans les jours qui viennent un projet de lutte contre la corruption et ainsi une cellule pour la bonne gouvernance. Je vais faire ma déclaration de patrimoine ainsi que tous les directeurs. Ils doivent aussi faire un engagement solennel. La gestion des plaintes se fera de manière très transparente et elles seront traitées de manière transparente. Les cellules de la lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance seront opérationnelles. Quand j'ai intégré ce ministère, il n'y a eu que très peu de membres de mon staff que j'ai emmené avec moi. C'était exactement la même situation au sein du ministère des Affaires étrangères. J'ai décidé de valoriser les compétences existantes parce que, j'en suis convaincu, il y a des personnes talentueuses, intègres et droites qui sont prêtes à développer le pays. Les directeurs qui n'avaient qu'une obsession : chercher l'argent ailleurs, ont été remerciés. Notre indicateur est que, si un jour nous arrivons à décoller cette étiquette d'administration la plus corrompue, nous aurons réussi notre mission. Rétablir la confiance entre les citoyens et l'administration est essentiel. Que cela soit pour les "grands" ou les "petits" l'objectif est que les procédures soient identiques et qu'il n'y ait plus de disparité et que le citoyen se sente en confiance.

### **Comment « sauver » Antananarivo ?**

**N.A. :** Le terme "sauver" me choque parce beaucoup d'indicateurs doivent entrer en compte dans la gestion d'une ville. La gestion des ordures en est un, mais elle n'est pas le seul, il y en a d'autres. Sincèrement, si je fais le bilan – je ne suis pas prétentieux et je n'ai pas d'orgueil démesuré – moi-même et mon équipe avons fait beaucoup de choses pour Antananarivo. Nous avons initié une lutte contre la corruption, au rayon de la bonne gouvernance, nous avons opéré des chan-

gements de procédures. Nous avons bâti le socle. Nous aurons probablement mérité un deuxième mandat pour cueillir les fruits de nos efforts.

Il y a des actions qui passent sous les radars de la presse et du grand public. En termes de santé pour les personnes les plus vulnérables, nous avons vraiment agi. Toutes les deux semaines, nous avons organisé des caravanes de santé de proximité pour 3 000 personnes en moyenne. Certaines de ces personnes n'osaient même pas venir auprès des CSB. En termes de culture et de patrimoine, nous avons réhabilité la bibliothèque municipale et créé de nombreuses bibliothèques communautaires. Nous avons même agi sur la végétalisation de la ville et sur l'amélioration de la circulation... Mais, effectivement, nous avons un problème dans la gestion des ordures, les ressources financières n'arrivent pas à suivre le besoin des trois millions de personnes qui sont à Antananarivo. Quels sont mes regrets ?

J'ai visité d'autres grandes villes et leur réalité est différente. Par exemple, la ville d'Antsirana arrive à recouvrer 60% des impôts alors que pour Antananarivo, le taux n'est que de

17%. Comment avec 17% peut-on avoir 100% de résultat ? La population d'Antananarivo est "maditra" (le ministre insiste sur ce mot, *NDLR*). Elle réclame beaucoup, elle râle, mais en parallèle, ne se soumet pas à ses obligations. La gestion des ordures n'est pas facile. Il faut faire des investissements en termes de matériel et de carburant. D'ailleurs, sur ce point, la commune s'est dotée peu à peu de camions et d'engins. Nous avons mis deux ans pour les acquérir, mais ils fonctionneront avec quel carburant ? Il faut payer le salaire des conducteurs et des éboueurs. Avec un engagement de 17%, cela va être très compliqué. Quels résultats attendre avec si peu d'engagement ? Mon regret est là. Et c'est probablement de ma faute. Je n'ai pas su mobiliser la population d'Antananarivo pour qu'elle soit responsable de sa ville. Il y a certaines attitudes révoltantes. On installe des grillages, éclairages publics ou des panneaux de signalisation, mais certains les volent. Même les mâts des drapeaux sont volés ! Les personnes qualifiées de riches qui roulent en 4x4 jettent impunément leurs ordures. Tant que notre mentalité ne changera pas, rien ne changera. Je dis bon courage à celui ou celle qui va me succéder. Le socle est déjà en place.

### Quelles sont vos ambitions personnelles ?

**N.A. :** Il ne faut pas se tromper, ce poste n'est pas prestigieux, comme le ministre des Affaires étrangères ou même le maire d'Antananarivo qui est une fonction qui est noble. Vous avez même mis à votre Une : « *Maire : noble mission, un sale boulot* » (*Politikà* numéro 15, *NDLR*). Par contre, le département de la décentralisation et de l'aménagement du territoire est en première ligne si on veut sécuriser le développement. Si tout est réglé en douceur, tous les travaux peuvent être faits. Laissons à d'autres le prestige. Nous avons choisi de travailler pour sécuriser le futur. **P**

## Un PDS, à un rythme de sénateur

C'était la surprise du chef. Alors que personne n'attendait plus la nomination d'un Président de la délégation spéciale de la Commune urbaine d'Antananarivo (PDS), et que beaucoup de noms pressentis avaient esquivé, Richard Ramanambitana a pris ses responsabilités en acceptant ce poste très délicat. La charge est lourde pour l'ancien sénateur qui est tout de même un habitué de l'Hôtel de ville d'Antananarivo. Il avait déjà occupé la direction générale des relations avec les institutions au sein de la municipalité.

Le nouvel homme fort de la capitale a présidé au sein du sénat la commission Sociale, culturelle et communication. Il a été vice-président de la commission Finances, économie et développement durable. L'homme est un proche du chef de l'État. Il a été, à deux reprises, coordinateur national de l'Arena, l'état-major des Orange, notamment durant les élections présidentielles de 2018 et 2023. Cet engagement a été logiquement récompensé. Il a été l'un des six sénateurs nommés par Andry Rajoelina. La plateforme dont il est issu, le *Isika fikambanana miara-dia amin'i Andry Rajoelina* (Ifi), a soutenu le président durant les élections de 2018 et de 2023.

Richard Ramanambitana a annoncé la couleur : la lutte contre l'éparpillement des ordures, la réfection des rues ainsi que le paiement à temps des salaires du personnel. Une vraie mission herculéenne avec une Ville des Mille en déperdition. « *Antananarivo doit retrouver sa dignité* », a-t-il annoncé lors de son installation. Mais une des annonces fortes du PDS est aussi la réduction des impôts pour inciter la population à s'acquitter de ses responsabilités (voir

*interview du ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire*). « *Nous allons baisser autant que possible les impôts que la population doit payer dans la ville d'Antananarivo* », a-t-il déclaré alors que la capitale malgache est engluée dans une énième crise des ordures ayant comme source l'incapacité de la CUA d'approvisionner en carburant les véhicules qui collectent les ordures.

« *J'en appelle à la collaboration des citoyens à œuvrer ensemble dans l'embellissement de notre ville et relever ensemble les défis majeurs auxquels fait face notre capitale. En tout cas, de mon côté, je m'engage corps et âme dans ma mission* », a-t-il soutenu lors d'une allocution durant sa prise de pouvoir en forme de passation de flambeau avec Naina Andriatsitohaina, appelé à d'autres responsabilités.

Conquérir et garder la Ville des Mille n'est jamais une mince affaire. De nombreuses formations et mouvances politiques s'y sont cassées les dents. Comme l'étude de la Banque Mondiale l'a souligné, la pauvreté urbaine a grimpé en flèche, une agglomération comme Antananarivo subit de plein fouet les contrecoups des diverses crises. En plus de questions d'assainissement, le PDS sera attendu sur ce volet. Même si l'homme a une réputation d'effectuer de nombreuses actions sociales, Antananarivo ne se gouvernera sûrement pas avec des actions ponctuelles ou des actions coup de poing.

Richard Ramanambitana aura quelques mois pour soigner son bilan, au risque de livrer la capitale de Madagascar à...l'Opposition avec la cohabitation difficile que cela suppose avec l'administration.

**R.A**



Développement

## AU CRÉPUSCULE DES VILLES

*Les villes qui étaient les moteurs de croissance se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins. La croissance patine et la pauvreté y augmente de manière dramatique*

RAOTO ANDRIAMANAMBE

**V**angaindrano. Une bourgade qui se situe à une vingtaine de kilomètres de la côte est de Madagascar, à plus de 75 kilomètres au sud de Farafangana. Vangaindrano se trouve à l'extrémité de la route côtière RN12. Quand il ne pleut pas, une journée suffit pour rejoindre Taolagnaro. Ce chef-lieu du district du même nom ne l'est que sur papier. Les routes sont truffées de nids de poule, les infrastructures sont vétustes et la pauvreté est une véritable

gangrène. Le cas de cette ville est loin d'être isolé. Les cités malgaches semblent s'appauvrir ou absorbent toutes les pauvretés environnantes.

### Potentiel

« Le taux de pauvreté national a augmenté, en particulier dans les zones urbaines où il s'est gravement détérioré, tandis qu'il n'a pas changé en milieu rural », explique Francis Mulangu, économiste principal en pau-

vreté, au sein de la Banque mondiale à Madagascar et qui a dirigé l'équipe à l'origine de l'étude *Évaluation de la pauvreté à Madagascar: naviguer sur deux décennies de pauvreté élevée et tracer la voie du changement*. La pauvreté urbaine a augmenté sensiblement passant de 42,2%, en 2012 à 55,5% en 2022, et à 61% dans les villes secondaires. Dans les faits, la pauvreté nationale extrême et modérée a augmenté, mais le changement n'est pas statistiquement significatif. «*La pauvreté urbaine (extrême et modérée) a augmenté (ce qui constitue un changement statistiquement significatif). La pauvreté rurale extrême a diminué (de manière significative). La pauvreté rurale reste significativement supérieure à la pauvreté urbaine, et la population rurale représente environ 80% de la population totale*», indique l'économiste.

Les zones urbaines malgaches ont perdu de leur superbe, au fil des décennies. Pourtant, elles sont considérées comme de «*formidables opportunités d'expansion pour les pays du tiers-monde*», comme le souligne l'UN Habitat. Pour la Grande île, en une décennie, les zones urbaines ont perdu leur potentiel de «*moteurs de croissance et de réduction de la pauvreté*». Cette dynamique est due à des causes globales. «*Pendant la période 2005 et 2012, les inégalités se sont contractées suite à la réduction de l'écart de richesse entre les milieux urbain et rural*», note la Banque mondiale. Entre 2016 et 2019, «*ATD Quart Monde, en collaboration avec des chercheurs de l'Université d'Oxford, a mené une recherche participative internationale dans six pays (Bangladesh, Bolivie, France, Tanzanie, Royaume-Uni et États-Unis) pour identifier des dimensions-clés de la pauvreté et leurs corrélations: les dimensions cachées de la pauvreté. Elles concentrent, entre autres, la maltraitance institutionnelle, la maltraitance sociale, le manque de travail décent... Ces dimensions se rencontrent aussi dans les villes malgaches*», partage Tolojanahary Marie Gorette Razafimahatratra, déléguée nationale ATD Quart Monde Madagascar, une organisation non gouvernementale internationale.

### Période de stabilité

Ce qui alerte est que la pauvreté est devenue plus profonde et plus sévère dans les villes malgaches. Les conditions de vie en milieu urbain se sont détériorées en une décennie, souligne l'étude. Ainsi, l'indice de Gini est passé de 36, en 2012, à 39,4, en 2022. Cet indice (ou coefficient) est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). «*L'écart de bien-être entre les milieux urbain et rural s'est réduit à cause d'une baisse du bien-être urbain pour tous les ménages urbains*», détaille Francis Mulangu. En des termes simples, les habitants des villes se sont appauvris. Les villes elles-mêmes font face à des défis de plus en plus importants.

## La décroissance économique des villes malgaches épouse la trajectoire globale du pays.

Par exemple, Antananarivo, la ville qui génère un peu plus de 42% du Produit intérieur brut (PIB) est devenue incapable de gérer convenablement ses ordures. Ainsi, les porte-étendards du développement s'étouffent et s'écroulent sous leur propre poids. Avec l'exode urbain, la problématique risque de s'accroître dans les années à venir. Les zones urbaines sont particulièrement touchées par une détérioration de long terme des conditions économiques et de l'emploi. La privation a augmenté en zones urbaines, «*un quart des ménages a perdu leur emploi durant la pandémie*», souligne la Banque mondiale.

### Courtes périodes de stabilité

La décroissance économique des villes malgaches épouse la trajectoire globale du pays. «*Madagascar est un des seuls pays sans conflit à avoir souffert d'une réduction de long-terme du PIB par habitant. De courtes périodes de stabilité et de croissance ont été interrompues par des crises politiques en 2001-02, 2009-12, et la pandémie de la Covid-19 en 2020*, a détaillé Ana Maria Oviedo, la seconde auteure du rapport et économiste senior sur la pauvreté à la Banque mondiale. *Le PIB par habitant a légèrement augmenté entre 2013-2019 puis il a chuté dramatiquement. Sur la période 2012-2022, il a baissé de 2,3%*». Tout n'a pas été négatif, «*mais le progrès doit accélérer*», alerte notre interlocutrice. Madagascar et les villes ont besoin d'une multitude de facteurs pour retrouver une croissance élevée, soutenue et équitable. «*Il faut accélérer la transformation structurelle pour créer des opportunités d'emploi bien rémunérées, investir davantage dans le capital humain et renforcer la résilience face aux chocs*», souligne Francis Mulangu. «*Nous avons effectué une enquête au sein d'un quartier de 1 700 habitants, avec 900 enfants et jeunes. Il en est ressorti que 73% des femmes font un travail indécemment. 97% des femmes estiment avoir un revenu insuffisant et précaire, contre respectivement 58% et 89% des hommes. Cette question du capital humain est essentielle*», précise Tolojanahary Marie Gorette Razafimahatratra. Les villes malgaches sont dans une phase délicate de leur histoire. Le virage doit être bien négocié pour qu'elles continuent d'être des locomotives, non pas des boulets pour le pays. **P**



Décentralisation

## SE RECENTRER SUR LES RÉGIONS

*Quelle stratégie pour un développement équitable et pour une décentralisation efficace et porteuse de progrès ? L'auteur, issu de la plateforme de réflexion FokonOlona47, propose des approches « choc » afin de bouleverser les idées préétablies et les approches en matière d'administration des territoires.*

LOVA RASOARAHONA

**5**00 000 jeunes par an de moins de 22 ans intègrent le marché du travail à Madagascar, soit 2,5 millions de nouveaux travailleurs sur un quinquennat. Aucun projet présidentiel n'a pu absorber un tel volume de demande d'emplois. Pourtant, nous serons près de 50 000 000 d'ici 2047. C'est une bombe à retardement ou, peut-être, une opportunité sans égale. Une gouvernance adaptée à cette donne nécessite de changer de paradigme. Un paradigme nouveau axé sur une responsabilisation de l'individu, du simple citoyen, dans la gestion de la vie publique. Selon Peter Drucker, l'un des plus grands penseurs du management de notre époque : *« d'ici quelques centaines d'années, quand l'histoire de notre époque sera décrite dans une perspective à long terme, il est vraisemblable que l'événement le plus important retenu par les historiens ne sera pas la technologie, ni l'internet ni le commerce électronique. Ce sera un changement sans précédent de la condition humaine. Pour la première fois, littéralement, un nombre important et croissant de gens auront la possibilité de choisir. Pour la première fois, ils devront se gérer eux-mêmes. Et la société n'y est pas préparée. »*

### Liberté de choisir

La Constitution dispose que la République de Madagascar est un État reposant sur un système de Collectivités territoriales décentralisées (CTD) composées de communes, de régions et de provinces dont les compétences et les principes d'autonomie administrative et financière

sont garantis par la constitution et définis par la loi. Cette loi organique régit les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des CTD, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires. Mais il appartient au citoyen de se saisir, par lui-même, de ce pouvoir que lui accordent les constituants. En effet, si la Constitution affirme en son préambule que le peuple malgache est persuadé de l'importance exceptionnelle des richesses de la faune, de la flore et des ressources minières à fortes spécificités dont la nature a doté Madagascar, et qu'il importe de préserver pour les générations futures, il revient selon sa conscience et ses connaissances d'organiser par lui-même la vie des CTD en fonction de leurs atouts respectifs.

La liberté de choisir implique de savoir choisir ceux qui vous représenteront dans les assemblées délibératives des CTD. Ces dernières auront à débattre, à statuer et à veiller à l'exécution des programmes initiés par les universités publiques autonomes ayant la qualité de Conseil économique, social et culturel (CESC). Les assemblées délibératives et commissions de contrôle des exécutions des programmes devraient être représentatives des communautés œuvrant dans la création de valeur ajoutée au cœur même des dites collectivités territoriales. Elles doivent être composées essentiellement d'élus locaux, de représentants de branches locales d'Organisations de la société civile (OSC), de représentants des *raiamandreny ara-drazana* locaux, de professeurs représentants les universités publiques autonomes régionales, de représentants

des branches régionales des syndicats des travailleurs (qui sont aussi des OSC, mais assez particuliers).

## Pôles de compétitivité et de croissance

Toutefois, ces programmes initiés et pensés au sein des universités et débattus au sein des assemblées délibératives des CTD doivent être en cohérence avec les politiques publiques définies par le gouvernement et validées par le Parlement. Ces assemblées régionales doivent pouvoir proposer, via les élus qui la composent, des amendements à ces politiques publiques, conformément aux réalités de leur territoire et en cohérence avec les initiatives prises par leur CESC. Ces politiques publiques doivent être tournées vers l'expansion économique des régions dans un esprit de développement durable. Elles auront pour cœur une gestion décentralisée des affaires économiques, accompagnée d'une déconcentration des services de l'État avec pour rampes de lancement les écoles et les universités dans chaque région. Ces derniers impulseront la création de nouveaux pôles de compétitivité et de croissance territoriaux. Ce projet de société vise à restaurer la confiance des citoyens en eux, entre eux et envers leur administration publique. Ces pôles de compétitivité et de croissance, pensés et initiés par l'énergie de notre jeunesse encadrée par l'expérience et la sagesse de nos *raiamandreny*, verront l'étroite collaboration entre les partenaires économiques, les CTD et les services déconcentrés de l'État au niveau des régions.

Leur expansion devra être facilitée par des actions publiques concertées avec les organes décisionnaires des investisseurs directs afin d'établir un climat propice à la créativité et à la réalisation de projets d'envergure et structurants. La libération des énergies créatrices, la protection des droits des individus et la promotion des secteurs d'activités de production de fortes valeurs ajoutées constituent la ligne directrice des politiques publiques à mettre en œuvre par l'État en concertation avec les CTD. Le développement des régions de Madagascar à partir de ses écoles et de ses universités nécessite de penser un aménagement territorial adapté à sa vision de projet de société.

## Émanation de l'identité

À Madagascar, aucun projet d'aménagement d'un territoire ne peut aboutir sans le respect et la reconnaissance de la culture des populations locales. Cette émanation de l'identité de chaque région constitue l'épine dorsale de la Nation malgache. Elle est actuellement malmenée, mal comprise et parfois mal assumée par les jeunes générations. Nous sommes persuadés que c'est en mettant en valeur cette identité culturelle de chaque région que nous en ferons un vecteur d'une décentralisation réussie. Ainsi, dans le cadre d'un projet de société respectueux de l'humain, l'aménagement du territoire dans la perspective d'un projet de développement durable doit avoir pour fondement le respect et la valorisation des richesses culturelles des régions sur lesquelles il aura un impact important.

S'agissant d'un préalable à l'acceptation de tout projet d'investissement, nous préconisons que le portefeuille ministériel de la culture soit rattaché directement à la Primature. Cela favorisera la coordination des efforts de l'Exécutif et du parlement avec les instances dirigeantes au niveau des régions. En priorisant la reconnaissance de l'identité de l'Homme, nous affirmons que la culture doit orienter les politiques publiques de l'aménagement du territoire.

## Besoins réels en ressources humaines et en compétences

Le respect de l'environnement constitue un des principes fondamentaux de la culture malgache. Il est donc essentiel que les projets de développement envisagés dans les territoires soient pensés en cohérence avec les ressources naturelles disponibles pour être valorisés au niveau local. Pour assurer la pérennité d'un développement soutenable dans les différentes régions, il nous semble primordial de privilégier les projets liés à l'agroforesterie dans les zones victimes de déforestations chroniques, en veillant à l'équilibre entre la promotion de l'*agribusiness*, de l'industrie pharmaceutique locale et de la reconstitution de la faune et de la flore originelles endémiques.

Cette stratégie d'aménagement du territoire par le reboisement déterminera les possibilités de déploiement de projets d'élevage et de pisciculture, mais également des projets d'infrastructures nécessaires à l'expansion et à la réussite de ces initiatives. Ces infrastructures concerneront essentiellement celles liées à la gestion de l'eau, des voies de communication, des aménagements industriels et de la sécurité publique. Il est important également d'y inclure les infrastructures universitaires qui permettront à nos jeunes de bénéficier de cursus adaptés aux besoins réels en ressources humaines et en compétences au niveau local.

## Coûts

Bien que le développement des régions doive se faire dans le respect des cultures des populations locales et dans une démarche de préservation et de valorisation de l'environnement, il ne peut se réaliser qu'au travers d'une politique industrielle découlant de l'exploitation des ressources naturelles disponibles dans les régions. Ces nouvelles zones industrielles auront besoin d'avoir à leur disposition des ressources énergétiques suffisantes pour alimenter leurs besoins. Différentes sources d'énergie (fossiles - Tsimiroro et Sakoa ou renouvelables) ont été identifiées comme compatibles avec les besoins de la Jirama, mais également commercialisables à l'exportation.

Nous recommandons que ces ressources transformables en énergie ne soient utilisées que pour promouvoir le développement industriel local. En effet, vouloir utiliser celles-ci au niveau national engendre des coûts qui rendent leur prix de revient prohibitif et donc peu compétitif. Limiter leur usage au niveau régional est, non seulement moins coûteux pour l'État et pour les investisseurs, mais cela générera une augmentation des activités industrielles qui bénéficieront d'une énergie à un prix compétitif. Cela entraînera mécaniquement une hausse des recettes fiscales et une augmentation des offres d'emplois et des opportunités d'affaires pour nos jeunes dans les universités ayant des idées d'entreprises à développer.

## Stratégie de développement

Une nouvelle stratégie implique un réaménagement des priorités et un réagencement des activités au sein de l'organisation. L'exécution stratégique induit donc le changement, voire un choc culturel pouvant entraîner une résistance, quel que soit le mérite de la vision de société proposée. Il est ainsi indispensable que les citoyens, les agents de la fonction publique et les élus de la République soient conscients de ce que l'on attend d'eux et de la manière d'atteindre ces objectifs. Chacun

doit comprendre son rôle au sein de la stratégie globale, les résultats attendus et comment les mesurer. Étendre le champ de compétences par le biais de la formation, valoriser les employés à tous les niveaux et proposer des canaux de communication ouverts et clairs sont autant de solutions permettant de réduire les points de tensions du management susceptibles de perturber la stratégie de développement. C'est l'essence même de la plateforme FokonOlona47 que de rassembler les citoyens qui souhaitent partager leurs points de vue et de leur offrir une formation gratuite non diplômante sur l'administration publique et les préparer à devenir les élus de demain.

L'une des causes principales d'échec de l'exécution stratégique tient du fait que les citoyens et les fonctionnaires, comme les investisseurs et les partenaires, n'ont pas accès aux coulisses de la stratégie. Les acteurs du développement sont plus à même d'adhérer à une stratégie s'ils en comprennent les tenants et aboutissants. Communiquer clairement et régulièrement sur le plan stratégique facilite l'adhésion ainsi qu'une meilleure compréhension des buts et objectifs stratégiques de l'organisation. Tout cela sera facilité par la mise en place du CESC au sein de chaque région. Il est primordial de créer un environnement qui rallie les Malgaches à la cause stratégique et qui récompense le succès. Ceci implique de mettre en place des moyens créatifs afin de donner envie à ces forces vives de la Nation de s'investir dans la stratégie, en établissant des conséquences positives et négatives relatives au succès et à l'échec. Susciter l'intérêt personnel des citoyens dans la réussite des programmes permet un renforcement positif de l'opération sur son ensemble et de son efficacité.

## Le processus vertueux de l'industrialisation

La formulation diplomatique est convenue pour expliquer la récurrence des échecs de nos stratégies de développement et le manque de volonté politique. Il s'agit ici d'une façon de désresponsabiliser l'individu face à ses obligations, autant l'auteur du constat que l'ensemble des acteurs visés par ledit constat. Chaque citoyen, chaque agent de l'administration publique est responsable de l'échec d'une stratégie de développement mise en œuvre par les gouvernements successifs. La corruption, le non-respect des lois, l'attentisme, la victimisation de soi, le corporatisme, le tribalisme, le racisme et l'intolérance, aussi infimes et ponctuels soient-ils, contribuent lentement à faire échouer l'exécution des programmes issus des politiques publiques initiées par le gouvernement. La clé pour pouvoir correctement exécuter une stratégie est bien de partir de l'existant. S'ancrer au réel est primordial pour mettre en confiance les différents acteurs au développement. Prenons l'exemple du pacte d'industrialisation. Il s'agit d'une initiative déterminante et d'une étape importante pour entamer le processus vertueux de l'industrialisation de Madagascar.

Exécuter les stratégies qui y sont abordées nécessite de faire preuve de vigilance sur les risques de renforcement des situations d'oligopole voire de monopole. Prudence également de ne pas accentuer encore un peu plus un centralisme qui s'éloigne de l'esprit de la constitution de la 4<sup>e</sup> République. L'existant, ce sont également les lois. Il s'agit « simplement » de les respecter, de les faire respecter avec toute la puissance publique accordée par la Constitution et encadrée par la loi. Mais il ne faut pas s'interdire de les réformer si nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles politiques publiques.

## L'exploitation des potentialités du plateau continental

Une des propositions des contributeurs à FokonOlona47 est de fixer à 50% la quote-part des recettes fiscales de toute nature revenant aux CTD pour les aider à financer les plans régionaux d'aménagement de leur territoire. Nous sommes conscients que le volume de ces financements disponibles ne sera pas suffisant pour exécuter la stratégie de développement définie, mais il s'agit d'impulser une nouvelle dynamique : créer des chocs d'investissements. Un des premiers types de chocs qu'il nous est permis de créer est relatif à la gestion des ressources stratégiques. Dans le cadre du financement des projets d'infrastructures et industriels, il devient impératif que les négociations avec les investisseurs se fassent avec le gouvernement, en concertation avec les assemblées délibératives des CTD qui abritent ces ressources qualifiées de stratégiques. L'exploitation des potentialités du plateau continental et la captation des flux de transports maritimes dans la zone du canal de Mozambique (via l'aménagement de zones industrialio-portuaires multimodales) constituent un enjeu important pour Madagascar pour attirer des investisseurs et partenaires et favoriser ainsi l'émergence de pôles de compétitivité et de croissance régionaux sur l'ensemble de la côte ouest - sud - ouest. Le deuxième type de choc à créer consiste en la renégociation des grands contrats avec les investisseurs internationaux. Toutefois, l'État a une obligation de protection de ces investissements étrangers. C'est pourquoi toute démarche de renégociation ne doit pas remettre en cause l'intérêt économique et financier de ces derniers. Ce type de choc vise à réorienter les retombées bénéfiques des investissements étrangers directement vers les régions hôtes.

## Signal fort

Nous prendrons pour exemple les besoins en énergie des CTD pour être en mesure de drainer plus de capitaux internationaux et de contribuer ainsi à l'éclosion de premières pépinières industrielles ayant pour vocation de devenir des pôles de compétitivité et de croissances régionaux. Deux exemples concrets qui peuvent illustrer ce type de choc d'investissement à provoquer sont l'huile lourde Tsimiroro et le charbon de la Sakoa pour générer

Le Projet FokonOlona47 pour dessein de proposer une vision de Madagascar pour l'horizon 2047. Il veut imaginer comment Madagascar sera un siècle après les faits de résistance en 1947. Le projet a pour ambition de proposer des axes de développement de Madagascar sur le prochain quart de siècle pour « cesser de trahir les générations futures ». L'homme est au centre de ce développement. Les piliers de ce projet de société que FokonOlona47 essaye de dessiner dans ce projet est : le fokonolona, considéré comme une épine dorsale de la communauté, et l'école comme étant le cœur de la société. Le projet FokonOlona47 propose également un cursus en 11 modules pour renforcer les capacités opérationnelles des élus de proximité à Madagascar. Ils sont disponibles en ligne et en présentiel.

de l'énergie sur le lieu même de leur production via des centrales thermiques. On ne peut s'interdire de polluer afin de pouvoir créer de la valeur ajoutée et ainsi parvenir à enfin désenclaver plusieurs districts de Madagascar. La renégociation avec ces investisseurs étrangers aura pour finalité que cette autonomie énergétique dont bénéficieront les régions productrices d'énergies fossiles favorise le déploiement d'initiatives industrielles et entrepreneuriales. Le troisième type de choc à créer est lié à un changement de paradigme dans la politique monétaire à mener. Nous estimons nécessaire que la production et la commercialisation de l'or de Madagascar soient opérées sous la supervision indépendante, directe et exclusive de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

L'idée consiste à encadrer, soutenir et accompagner les exploitants des mines aurifères dans leur activité et à protéger leurs intérêts financiers et économiques tout en constituant un stock d'or suffisant au sein de la BFM afin de pouvoir stabiliser voire revaloriser le cours de l'ariary selon les politiques décidées de manière indépendante par le gouver-

neur de la Banque centrale. Le quatrième type de choc à générer pour assainir l'environnement des affaires à Madagascar concerne le monde de la justice. Nous recommandons que les procureurs de la République soient élus par de grands électeurs composés des maires et conseillers municipaux, des chefs de région, des députés, des professions réglementées (avocats, huissiers, notaires, experts-comptables...) et de représentants des OSC. En outre, ces grands électeurs pourront également siéger et statuer dans les conseils de discipline des magistrats. Ces grands électeurs désigneraient également de manière indépendante les dirigeants du Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) et du service de renseignements financiers, le Sampandraharaha malagasy iadiana amin'ny famotsiam-bola (Samifin). Ces quatre exemples de type de chocs pour assainir l'environnement des affaires et pour favoriser la captation d'investissements directs étrangers, bien que non exhaustifs, envoient un signal fort aux partenaires de Madagascar quant à sa volonté d'accélérer son développement. **P**

## Les universités doivent devenir le « cœur » des cités

**P**ouvoir choisir (en pleine conscience), c'est être libre. Mais c'est en accédant à la connaissance que l'on est en capacité de mettre en doute les enseignements reçus pour pouvoir, à la fin, choisir sa voie, et appliquer (effectivement) ce qu'on a appris. Voilà la plus belle mission que doit se donner l'université, aider l'individu à se libérer par lui-même en accédant à la connaissance pour affirmer ses choix en toute conscience. Tel est le choc de gouvernance à initier pour encourager le citoyen à prendre en main la vie de sa communauté en s'engageant personnellement et en conscience.

Le préambule de la Constitution de la quatrième République dispose que le peuple malgache est convaincu que le *fokonolona*, organisé en *fokontany*, constitue un cadre de vie d'émancipation, d'échanges et de concertation participative des citoyens. Les valeurs sociales *fitiavana*, *fhavanana*, *ffanajàna*, *fitandroana ny aina* étaient véhiculées principalement au niveau des *tsena* (marchés), centre névralgique séculaire des *fokontany*. Aujourd'hui, l'université peut et doit jouer ce rôle de cœur de la société dévolu jadis aux *tsena*, espaces conviviaux, mais sacrés d'échanges et de partages, pour nourrir le corps, mais surtout l'esprit, comme le rappelle la constitution *ny fanahy no maha-olona*. Ce cœur de la cité doit être un lieu propice à l'amélioration de la santé, de la protection de l'individu, du lien entre l'administration et le citoyen, du partenariat entre les secteurs privé et public, du raffermissement des liens entre les habitants des quartiers (en particulier entre les foyers aisés et les moins bien lotis). L'école doit également constituer une *hub* pour les initiatives entrepreneuriales, sociétales et culturelles.

Les personnes amenées à porter ce projet de société doivent être en mesure de convaincre des écoles étrangères de collaborer dans un esprit de partenariat avec l'éducation nationale au niveau de chaque arrondissement. Ce sera au niveau des universités que l'on devra stimuler les initiatives culturelles et entrepreneuriales entre les étudiants encadrés par leur corps professoral et les entreprises locales et internationales partenaires. La présence de représentants de l'administration publique au sein des universités permettra de faciliter le lancement de ces initiatives destinées à stimuler la vie sociale et économique de la région dans laquelle elles sont localisées. Cette vision de l'université épouse l'esprit de la Constitution qui affirme que tout individu a le droit de participer à la vie culturelle de la communauté, au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. L'État assure, avec le concours des

CTD, la promotion et la protection du patrimoine culturel national ainsi que de la production scientifique, littéraire et artistique. Dans son rôle d'espace d'épanouissement et de partage du *fokonolona*, l'université doit être présente dans chaque région et proposer un éventail de disciplines qui permette à l'esprit de notre jeunesse de se libérer dans l'exercice des sciences, des arts, des lettres, mais également en matière de formations professionnalisantes pour ne laisser de côté personne conformément aux articles 23 et 24 de notre Constitution. En ouvrant la possibilité à nos universités de nouer des partenariats avec des universités étrangères, mais également avec des entreprises privées locales comme internationales pour enrichir les enseignements qu'elles proposent et stimuler par ailleurs les travaux de recherches, nous offrons à celles-ci l'opportunité de prendre une dimension nouvelle dans la vie des CTD auxquelles elles sont rattachées.

En effet, en accueillant en son sein, au milieu de ses étudiants, des cadres dirigeants d'entreprises (participant au cursus de formations et à l'encadrement d'étudiants dans la création de projets) ou de laboratoires de recherches ainsi qu'un guichet de l'Economic development board of Madagascar (EDBM) et autres services déconcentrés de l'État, les universités ont vocation à contribuer à proposer aux CTD et au gouvernement des projets initiés en son cœur par cette force créative. Les universités remplissent pleinement le rôle d'un CESC (Conseil économique, social et culturel) qui serait présent dans chaque région. Nos élites régionales seraient mises en valeur. Tel que le dit la Constitution, le CESC, saisi par le gouvernement, donne un avis sur le projet de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumises (à l'exclusion des Lois de finances). Il peut entreprendre, de sa propre initiative, toutes études ou enquêtes se rapportant aux questions économiques, sociales et culturelles. Ses rapports sont transmis au président de la République. Il revient aux instances dirigeantes d'une université publique, autonome dans sa gestion, de déployer les enseignements qu'elles identifient comme utiles et stratégiques dans leurs CTD de rattachement. Mais pour que son nouveau statut de *hub* d'idées et de projets soit pertinent et créateur de valeur ajoutée, il est primordial que les CESC régionaux soient accompagnés par une administration publique avec une gouvernance adaptée.

.R



# ÉCONOMIE



<b>Ressources halieutiques, petits pêcheurs : dans la nasse de la crise climatique</b>	<b>34</b>
<b>Secteur de la pêche, une nouvelle politique à instaurer</b>	<b>36</b>
<b>Combattre la pauvreté par l'éducation : pourquoi les réformes scolaires son-elles urgentes à Madagascar?</b>	<b>37</b>



Ressources halieutiques

## Petits pêcheurs : dans la nasse de la crise climatique

*Sur les côtes de la Grande île, une crise silencieuse et persistante s'abat sur les petits pêcheurs qui luttent quotidiennement pour leur survie face aux conséquences croissantes de la crise climatique, mais également de la loi des plus forts.*

**EDDYNA RAZANAMANGA, LUTHER JEANNOT RAZAFINDRABEFITORY, ROELIA LELAKA, HAJANIRINA RABEZATOVO**

**L**a loi de 1993, accompagnée de ses directives de 1994, a divisé la pêche malgache en trois catégories : la pêche traditionnelle (PT), la pêche artisanale (PA) et la pêche industrielle nationale (PIN). Cette structure régulatrice tente de s'adapter à une réalité bien différente de celle qui prévalait lors de sa formulation.

## La sécurité alimentaire en péril

Autrefois, les petits pêcheurs partaient en mer sans trop de contraintes. Ils se souciaient davantage du nombre de poissons à rapporter que du temps passé en mer. Aujourd'hui, leur réalité a changé. La crise climatique, caractérisée par des altérations climatiques dues au réchauffement global, se fait ressentir. Des vents violents balaient les côtes, augmentant les risques d'accident en mer et mettent en péril la sécurité des pêcheurs. « *Auparavant, les pêcheurs partis en mer n'étaient pas limités par le temps pour rentrer, mais par le nombre de pirogues avec lesquels transporter les poissons. Actuellement, nous ne sommes pas limités par le nombre de pirogues pour contenir les poissons, mais par la perturbation et les intempéries parfois imprévisibles* », explique Charles Razafimandimby, président de l'association des pêcheurs Ranovelona de Toliara.

Les effets de cette crise touchent tous les aspects de la vie des petits pêcheurs. Les connaissances limitées en matière de conditions météorologiques exposent ces hommes et ces femmes à des dangers constants en mer. Ils se voient obligés d'élargir leurs zones de pêche, ce qui diminue leurs rendements et menace la survie de certaines espèces de poissons. La sécurité alimentaire des populations de la zone côtière est elle aussi mise en péril, car la pêche constitue une source essentielle de subsistance.

## Coopération impérieuse

Face à ces enjeux cruciaux, des mesures doivent être prises. La lutte contre la pêche illégale et non déclarée est une première étape essentielle pour rétablir un équilibre fragile, selon les premiers responsables. La sensibilisation à l'importance de respecter les limites des zones de pêche est tout aussi cruciale. Pour assurer un avenir viable, il est nécessaire de renforcer la surveillance de la pêche traditionnelle et industrielle dans la Zone économique exclusive (ZEE). La coopération entre les départements de la Pêche, de l'Économie bleue et de l'Environnement et du Développement durable est impérieuse, avec des stratégies telles que le reboisement des mangroves et la mise en place d'un système d'alerte précoce pour les informations météorologiques.

« *Même si attraper des poissons est devenu de plus en plus difficile, il ne faut pas franchir ces zones riches de la biodiversité marine*, explique Dr Irène Rasoamananto, directeur de l'Institut halieutique et des sciences marines

(IHSM). *Cela ne fera qu'accentuer la crise climatique et accélérera, par la même occasion, l'extinction des certaines espèces de poissons ou des crustacés dont la plupart sont endémiques de nos mers* ».

## Danger d'extinction

Avec près de 100 000 petits pêcheurs recensés aujourd'hui, la voix de cette communauté grandissante ne peut être ignorée. Les conséquences directes de la crise climatique menacent non seulement leur mode de vie, mais également l'économie régionale et la biodiversité marine. Des espèces précieuses pour les communautés, telles que *l'amboramasaka* (marguerite) et le *kotrokotro* (capitaine), sont en danger d'extinction. Si l'on ne prête pas attention à cette réalité, une crise alimentaire pourrait frapper les régions côtières malgaches, où la pêche demeure une source vitale de subsistance.

Face à l'ampleur des défis, l'avenir des petits pêcheurs malgaches reste en pointillés, mais il n'est pas sans espoir. La résolution de cette crise climatique nécessitera des efforts collectifs, tant au niveau local qu'international. Des stratégies durables, une régulation renforcée et une sensibilisation accrue pourraient offrir une lueur d'espoir aux communautés côtières. À mesure que le monde s'unit pour relever le défi climatique, les petits pêcheurs malgaches méritent une attention spéciale, car ils sont en première ligne pour affronter cette réalité bouleversante. **P**

# La résolution de cette crise climatique nécessitera des efforts collectifs, tant au niveau local qu'international

Cet article est un compte-rendu du voyage d'études « Impacts de la crise climatique sur les activités des petits pêcheurs » effectué par la XVIII<sup>e</sup> promotion du Youth Leadership Training Program (YLTP), une initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Madagascar dans la région Atsimo-Andrefana. Sa production entre dans le cadre de la formation.

## Secteur de la pêche

# Une nouvelle politique à instaurer

*Le secteur de l'économie bleue et les défis autour de lui sont devenus des enjeux majeurs de la géopolitique et de l'économie au niveau mondial. À l'heure où les parties prenantes discutent du futur de la géopolitique maritime ou des quadrillages stratégiques dans les eaux internationales, Madagascar peine encore à protéger ce qu'il a déjà comme espace légal et les communautés qui y essaient de survivre.*

SOPHIE RACHEL RAZAFINDRANADA, ALEXINA ZAFINIMAMPERA, FALINIAINA RAKOTONDRANORO ET HASINA RANDRIANJA-ARIVONY

Comme la plupart des secteurs stratégiques, une course contre la montre est engagée pour se mettre au niveau des autres pays. Le constat est alarmant pour le secteur pêche : une communauté de pêcheurs à l'agonie, une zone maritime victime d'un braconnage à ciel ouvert, une biodiversité en dégradation, des activités menacées par les effets du changement climatique... Bref, tous les ingrédients sont réunis pour faire des activités maritimes une zone à bombe à retardement, si des mesures sérieuses ne sont pas prises.

## Une politique maritime solide et combative

Les discussions entreprises avec les acteurs locaux et les chercheurs en science marine de la région d'Atsimo-Andrefana conduisent à une conclusion sans appel : il est impératif de retravailler la politique sectorielle, la rendre adaptée aux défis futurs et protéger les intérêts de la population. Trois points essentiels sont à valoriser, selon les acteurs de la filière, entre autres, *l'empowerment* du capital humain, la création de richesses et la justice sociale dans le secteur. De nombreux défis attendent les acteurs du secteur : contribuer à garantir l'intégrité du capital naturel et la durabilité des ressources halieutiques et contribuer à la préservation de l'environnement marin et côtier. L'objectif final est de garantir l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La politique sectorielle encouragera alors l'augmentation de la disponibilité et l'amélioration de la qualité des produits de la pêche, en accord avec les besoins alimentaires de la population malgache.

Il est important d'augmenter la création de richesses dans le secteur et veiller à la préservation de l'environnement. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une pêche plus productive, capable de garantir l'intégrité du capital naturel et la durabilité des ressources halieutiques ainsi que de contribuer à la préservation de l'environnement marin et côtier. La distribution plus équitable des richesses créées par le secteur, en accord avec l'objectif national de

développement économique et social du pays, fait également partie des résultats attendus. L'idée est d'arriver à réduire le taux de précarité, d'augmenter la disponibilité et d'améliorer la qualité de la pêche, en accord avec les besoins alimentaires de la population malgache.

## Oser aller au large...

Par ailleurs, l'implémentation de cette politique sectorielle, en plus de sa mise en œuvre, restent un grand défi. Avec l'augmentation croissante de la population, l'épuisement des ressources halieutiques mondiales ne résulte pas tant d'évolutions anarchiques qui affecteraient les océans que de politiques concertées appuyées par les États, de l'industrialisation de la pêche et de la maximisation des captures. Une obligation d'exécution immédiate de cette politique pourra contrecarrer cette dégradation précoce des ressources halieutiques.

Pour rendre la politique sectorielle plus inclusive et efficace, il importe de mettre en place un système transparent permettant aux différentes parties prenantes de participer à sa gouvernance. En effet, il est envisagé d'améliorer la valorisation des produits de la pêche par la réduction des risques d'altération de l'image de marque de ces produits destinés à l'exploitation en raison des problèmes sanitaires ou environnementaux : évaluer les besoins selon les unités de transformation et de conditionnement des produits de la pêche traditionnelle, en promouvant l'instauration des sites agréés par la collecte des produits, en particulier pour les produits à forte valeur marchande comme les concombres de mer par exemple.

En outre, puisque cette politique est censée contribuer à lutter efficacement contre la pauvreté, elle soutiendra l'augmentation de la création de richesses et le développement local au sein des communautés de pêcheurs à travers des actions de renforcement des capacités locales (associations de pêcheurs, par exemple) en matière de valorisation des produits de la pêche. **P**

Cet article est un compte-rendu du voyage d'études « Impacts de la crise climatique sur les activités des petits pêcheurs » effectué par la XVIIIe promotion du Youth Leadership Training Program (YLTP), une initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Madagascar dans la région Atsimo-Andrefana. Sa production entre dans le cadre de la formation.



Combattre la pauvreté par l'éducation

**POURQUOI LES RÉFORMES SCOLAIRES SONT-  
ELLES URGENTES À MADAGASCAR ?**

**Les chiffres sur la pauvreté à Madagascar sont alarmants. Plus de 24 millions de personnes vivaient avec moins de 4 000 ariary par personne et par jour en 2022. Ce qui porte le taux de pauvreté national à un peu plus de 75 % de la population.**

ANA MARÍA OVIEDO ET FRANCIS MUAMBA MULANGU

**L**e Rapport d'évaluation de la pauvreté à Madagascar, tout juste publié, met en lumière les raisons de cette situation et fournit un compte rendu de l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie dans la Grande île au cours de la dernière décennie (2012-2022).

### Accès et qualité

Cette nouvelle évaluation, qui résulte d'une étude conjointe menée au cours des deux dernières années par la Banque mondiale et l'Institut national de la statistique de Madagascar (Instat), va au-delà de l'analyse économique traditionnelle en prenant en compte des aspects non monétaires du bien-être tels que l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services de base comme l'eau potable et l'électricité. Elle prend également en considération des variables psychologiques telles que la satisfaction de vivre et l'optimisme pour l'avenir.

En intégrant ces divers facteurs, notre étude vise à fournir une image plus complète et nuancée de la pauvreté à Madagascar au cours de la dernière décennie. Nous espérons qu'elle aidera les décideurs et les partenaires au développement à mettre en œuvre des politiques mieux ciblées et plus efficaces pour aborder les dimensions humaines et culturelles de la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de la population malgache.

### Causes profondes

Tout au long de nos recherches, nous avons rencontré de nombreux habitants de 13 communes à travers les six provinces du pays pour comprendre comment la pauvreté les affecte dans leur vie quotidienne. Leurs histoires ont confirmé ce que notre analyse des enquêtes auprès des ménages et des données du recensement suggérait concernant les causes profondes de la pauvreté : le manque d'éducation en est une principale. Par exemple, Sahondra (son nom a été changé pour préserver sa vie privée), mère de quatre enfants qui vit dans un quartier pauvre d'Antananarivo, la capitale de Madagascar, nous a partagé les défis auxquels elle est confrontée en tant que mère célibataire et tireuse de pousse-pousse, une profession dominée par les hommes dans le pays.

Elle a expliqué combien elle a du mal à sortir sa famille de la pauvreté. « Je ne sais ni lire ni écrire, a-t-elle dit, et je n'ai pas pu trouver d'autre travail que celui de tireuse de pousse-pousse pour nourrir mes enfants, malgré les difficultés et la stigmatisation de mon entourage, parce que

*c'est un travail d'homme. Mon plus grand désespoir est que mes enfants ne peuvent pas aller à l'école parce que je n'ai pas assez d'argent et qu'ils n'ont pas de certificats de naissance, comme moi. Nous sommes désespérés et isolés de tout. Mais que pouvons-nous faire d'autre ? »*

Le témoignage de Sahondra souligne à quel point l'éducation, tant en termes d'accès que de qualité, est un facteur essentiel pour briser le cycle de la pauvreté. Il existe une corrélation significative entre le niveau d'éducation d'un individu et son niveau de pauvreté. Selon nos recherches, les personnes analphabètes ont un taux de pauvreté de 97%, tandis que celles qui ont terminé l'éducation primaire ont un taux de pauvreté de 83,5%. De plus, les individus ayant terminé l'enseignement secondaire ont un taux de pauvreté nettement inférieur de 46%, et ceux ayant une éducation supérieure ont un taux encore plus bas de seulement 17%.

### Pauvre en apprentissage

Bien que Madagascar ait atteint un taux de scolarisation net de plus de 95% dans l'enseignement primaire et une réduction significative de l'analphabétisme, la rétention reste un problème majeur, car moins d'un tiers des enfants passent de la première à la cinquième année. Plus important encore, le système éducatif manque de moyens suffisants pour équiper les jeunes des compétences dont ils ont besoin pour un emploi productif. En 2019, par exemple, 97% des enfants malgaches âgés de 10 ans étaient considérés comme « pauvres en apprentissage », ce qui signifie qu'ils ne pouvaient pas lire et comprendre un texte simple, une proportion plus élevée que le taux de 87% observé en Afrique subsaharienne et de 90% dans les pays à faible revenu.

**Il existe une corrélation significative entre le niveau d'éducation d'un individu et son niveau de pauvreté**

Ana Maria Oviedo est économiste senior sur la pauvreté à la Banque mondiale. Francis Muamba Mulangu est économiste senior et statisticien, au sein de la même institution.

Les enfants qui terminent l'école primaire (en finissant la cinquième année) peuvent encore manquer de compétences de base, avec seulement 17,5% d'entre eux montrant une maîtrise adéquate de la littératie et 21,6% en numératie. Le système éducatif à Madagascar a besoin d'apports supplémentaires pour améliorer les résultats des élèves, y compris un meilleur soutien aux enseignants, une formation et une rémunération améliorées, ainsi que des matériaux d'apprentissage suffisants et des investissements dans l'éducation de rattrapage.

### Alignement du calendrier scolaire

La situation est particulièrement préoccupante pour les filles. Même si plus de filles terminent l'école élémentaire que de garçons, la pauvreté et les inégalités de genre les empêchent souvent de poursuivre leur éducation au secondaire, et beaucoup sont forcées de travailler ou de se marier et de tomber enceintes à un jeune âge.

Le calendrier scolaire est un obstacle supplémentaire à l'achèvement de l'éducation de base : en reproduisant le calendrier scolaire européen, plutôt que de s'adapter aux saisons agricoles et cycloniques locales, il pousse de nombreux enfants à quitter l'école au moment de la récolte, augmente l'absentéisme des enseignants et oblige les écoles à fermer pendant les cyclones et les fortes pluies. Il existe des preuves que l'alignement du calendrier scolaire sur la saison agricole peut augmenter de manière significative la fréquentation scolaire et les niveaux d'éducation, en particulier dans les zones rurales où l'agriculture est une activité économique primaire.

### Une pauvreté transmise de génération en génération

Lors de nos discussions de groupe, le sujet de l'éducation et des performances scolaires est revenu à plusieurs reprises et a été reconnu comme étant de la plus haute importance. Les participants ont souligné que le faible niveau d'éducation des jeunes contribue à la perpétuation de la pauvreté, ainsi qu'à d'autres défis tels que la pression démographique urbaine, le manque d'opportunités d'emploi productif, la corruption généralisée et l'isolement des communautés rurales. Ces problèmes semblent être interconnectés et participent à entraver le développement et à aggraver la situation économique du pays.

Notre évaluation fournit des informations importantes. En soulignant comment la pauvreté est souvent transmise de génération en génération, par exemple lorsqu'une mère analphabète est incapable de fournir à ses enfants une bonne éducation, elle illustre la nature du cycle de la pauvreté qui se perpétue. Afin de briser ce cycle, notre étude met en évidence l'importance d'améliorer la qualité de l'éducation au-delà de la simple augmentation des nombres d'inscriptions scolaires. Prioriser une éducation de qualité permettrait à Madagascar de stimuler la productivité et le potentiel des générations futures et de progresser vers un chemin de développement durable et inclusif. L'éducation est un phare d'espoir dans la lutte contre la pauvreté et un appel à investir dans les enfants d'aujourd'hui pour forger un avenir meilleur. **P**

## Croissance : la Grande île s'enfonce

**M**adagascar recule, au mieux, il fait du sur-place. La dernière évaluation effectuée par la Banque mondiale et l'Institut national de la statistique de Madagascar (Instat) est sans appel. La pauvreté monétaire et non monétaire est persistante et élevée. En première ligne, les ménages qui travaillent dans l'agriculture de subsistance à faible productivité. «*Dans ce secteur, 90 % des ménages sont pauvres*», lit-on dans l'étude *Évaluation de la pauvreté à Madagascar: naviguer sur deux décennies de pauvreté élevée et tracer la voie du changement*.

La faible productivité agricole et le manque de services de base continuent de maintenir huit ruraux sur 10 dans la pauvreté, selon la Banque mondiale. Or, l'agriculture constitue toujours le socle de l'économie rurale de Madagascar (70 % de l'emploi total), mais sa part dans les exportations totales (37 %) et le PIB (29 %) est relativement faible.

Le capital humain, devenu un des dadas de l'administration actuelle, fait face à une crise. «*La lenteur de l'accumulation du capital humain a empêché les gens d'échapper à la pauvreté grâce à des emplois plus productifs et mieux rémunérés. La vulnérabilité des enfants est extrêmement élevée, avec une forte malnutrition chez les enfants (39,8 % de retard de croissance), le travail des enfants et des taux élevés de mariages précoces et de grossesses chez les adolescentes, autant*

*de facteurs qui renforcent la transmission intergénérationnelle de la pauvreté*», notent les auteurs de l'étude. En somme, la faiblesse du capital humain limite les possibilités d'échapper à la pauvreté. «*Selon les projections, un enfant né à Madagascar juste avant la pandémie serait 39 % plus productif qu'il ne pourrait l'être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé*», continuent-ils. La pression démographique joue également un rôle majeur. Ainsi, le taux de fécondité élevé dans les ménages à faibles revenus «*contribue à la pauvreté chronique en surchargeant les ménages, en entravant le niveau d'éducation et en limitant les possibilités de génération de revenus*». Les facteurs climatiques et politiques entrent également en jeu dans la pauvreté de la Grande île. Les chocs climatiques endommagent les infrastructures tandis que les chocs politiques et économiques perturbent la productivité.

«*La lutte contre la pauvreté à Madagascar nécessite une réforme audacieuse en faveur de la croissance qui améliorera le climat des affaires, encouragera la concurrence, renforcera le capital humain, investira dans la connectivité, l'accès à l'énergie et l'infrastructure numérique, et stimulera la productivité agricole*», a soutenu Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar, en marge de la présentation de cette étude.

**R.A**

# SOCIÉTÉ



**Hiragasy, une véritable institution malgache**

41

**Interview de Rojo Fenotina Ranaivoarison et Jean Bernard Mirado Nirinarisoa, mpihiragasy :**

**« Plus d'opportunités à l'international et plus de visibilité pour le hiragasy »**

43

**Sport, objectif médaille olympique : à la recherche d'une politique cohérente**

45





Hiragasy

## UNE VÉRITABLE INSTITUTION MALGACHE

*Le hiragasy est une expression artistique spécifique aux hautes terres centrales de Madagascar. Une véritable institution qui ne saurait être résumée par les deux mots qui composent cet art. Il a été consacré internationalement en étant inscrit au patrimoine immatériel de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), depuis le 5 décembre dernier.*

**NIRY RAVONINAHIDRAIBE**

Il se produisent notamment lors de rituels bien codifiés tels que le *famadihana* («retournement des morts») qui ont lieu pendant l'hiver austral, de mai à octobre. On les rencontre aussi en diverses occasions festives, foires ou célébrations et des *kianja* ont vu le jour dans des lieux à Antananarivo. Les *mpihiragasy* ou *mpilalao*, des artistes-paysans, n'ont jamais été autant contemporains malgré l'art multiséculaire qu'ils pratiquent.

### Discipline artistique

On les reconnaît à leurs habits colorés avec le rouge royal. «*La tunique rouge portée par les hommes vient de la tenue des Anglais au temps de Radama I. D'où le proverbe: Manalasalala toy ny akoholahy lava sanga, arahabaina tsy andriana, avela toa misatroka jaky. La tenue des femmes est inspirée de celles des jeunes filles qui étudiaient dans les écoles protestantes*», nous avait fait savoir Bruno Randrianasolo dit Geba, porte-voix du *bà-gasy*, disparu en 2022. Le *hiragasy* est un spectacle à la fois déclamé, chanté et dansé sur fond de flûtes, de violons, de trompettes et de roulement de tambour.

Si en français *hiragasy* signifie littéralement «chant malgache», il ne s'agit pas d'un rythme ou d'un style de musique typiquement malgache, mais plutôt une discipline artistique qui mélange à la fois art oratoire, danse, acrobatie et musique (notamment de la trompette et du tambour militaire). Les chants et *kabary* réunissent *ohabolana* et *hainteny*, la sagesse des ancêtres et les épisodes bibliques. Les thématiques s'emparent de sujets légers (pourquoi épouser un boucher par rapport à un vendeur de tissus?) et, parfois, à des problématiques sociétales (le poids des obligations, la corruption...).

### Performances scéniques

C'est un ensemble de performances scéniques qui font de chaque représentation un spectacle qui suscite à la fois l'émerveillement, le rire, mais aussi une réflexion sur la société malgache. Le *hiragasy* est avant tout un «*andrin-kolontsaina mitety vohitra ou institution culturelle publique*», comme l'avait précisé Geba. Il a longtemps œuvré afin que cette institution demeure dans les règles de l'art. D'après ce spécialiste de la culture malgache, le *hiragasy* est né dans la cour du royaume des hautes terres malgaches, il s'agissait d'une «*corvée royale pour encenser les Andriana et pour divertir la cour*». Les représentations se destinaient exclusivement à une certaine classe sociale jusqu'à ce que la royauté ait souhaité en faire profiter le peuple.

Par la suite, la discipline fut vulgarisée au point qu'elle soit devenue un impératif lors des célébrations traditionnelles. «*À l'exemple de la corvée du transport des bois, les mpitaon-kazon'Andriana, le hiragasy en était également. Il se présentait dans la cour du Rova. À ce moment-là, on le désignait par le terme hiran'Andriana*

*ou encore hira tsangana. Par la suite, les rois ont pensé que le peuple devait aussi en profiter*», avait partagé Bruno Randrianasolo.

### Vecteur de morale

Aujourd'hui, le *hiragasy* se perçoit également en tant que vecteur d'une certaine morale. Les artistes orateurs se présentent comme de fins observateurs de la société contemporaine malgache qui usent d'un humour subtil pour éveiller les consciences. Les intermèdes musicaux, acrobatiques – ou encore dansés – agrémentent l'aspect spectaculaire de cet art spécifique à la partie centrale de Madagascar. Dans son œuvre, le poète Jean-Joseph Rabearivelo décrit l'esthétique particulière des tenues des femmes ainsi que le *dihy soroka* qui est facilement reconnaissable.

Il montrait ainsi que, pour valoriser un art, il ne suffisait pas de se contenter de la description, il faut également user de la critique artistique. Le *hiragasy* n'a pas été gardé jalousement par la royauté *merina*. Cet art n'a pas disparu avec elle et a pu faire partie du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. **P**

Dans son œuvre, le poète Jean-Joseph Rabearivelo décrit l'esthétique particulière des tenues des femmes ainsi que le *dihy soroka* qui est facilement reconnaissable



## **Rojo Fenotina Ranaivoarison et Jean Bernard Mirado Nirinarisoa**

*Mpihiragasy, membre de la troupe Ramilison Besigara*

### **« PLUS D'OPPORTUNITÉS À L'INTERNATIONAL ET PLUS DE VISIBILITÉ POUR LE HIRAGASY »**

*Ramilison « Besigara » est l'une des troupes historiques du monde du hiragasy. En trois générations, elle a su imposer son art et faire figure de vaisseau amiral de ce genre très populaire sur les hauts-plateaux.*

*Rencontre avec Rojo Fenotina Ranaivoarison, YLTPien, et Jean Bernard Mirado Nirinarisoa, membres de la troupe.*

**RAOTO ANDRIAMANAMBE ET YANNE LOMELLE**

## Comment avez-vous accueilli le fait que le hiragasy ait été inscrit à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco ?

**Rojo Fenotina Ranaivoarison (R.F.R.) :** C'est l'un des patrimoines qui a le plus persisté dans la société des Hautes terres malgaches. Il existe depuis la royauté. Le *hiragasy* n'a pas changé fondamentalement dans sa structure, dans la manière de l'entonner, de comment ses acteurs s'habillent ou de la texture scénique. Il a toujours gardé cette identité typiquement malgache. Notre grand-père, Ramilison "Besigara", s'était battu pour que cet art ait sa place au sein du patrimoine mondial, afin qu'il ne reste pas qu'un patrimoine propre aux Malgaches. Pour moi, cette distinction est méritée. Il faut féliciter toutes les parties prenantes qui ont fait les démarches nécessaires pour qu'il soit reconnu comme un patrimoine mondial. C'est vraiment l'aspiration des *mpihiragasy* qui a été réalisée.

## Nous parlons de hiragasy, mais de nombreuses influences l'ont nourri, en termes de vêtement, de rythme. Comment ce savant mélange s'explique-t-il ?

**R.F.R. :** Effectivement, le *hiragasy* s'est toujours nourri des influences de son temps. Aujourd'hui, il est influencé par les chansons dites tropicales, celles qui viennent des diverses régions des côtes malgaches avec leurs spécificités.

**Jean Bernard Mirado Nirinariso (J.B.M.N.) :** De manière plus globale, les variétés n'existaient pas auparavant, les comptines et les chants traditionnels étaient les plus prisés dans le *vako-drazana* (une partie de la structure du *hiragasy*, *NDLR*), mais c'est une évolution. Les *mpihiragasy* suivent les tendances et les évolutions.

## N'avez-vous pas peur que le hiragasy perd de son âme ?

**R.F.R. :** Il faut dire aussi que les spectateurs de *hiragasy* sont aussi de plus en plus jeunes. Le *hiragasy* est fait pour les spectateurs. Nous avons l'obligation de suivre les vents dictés par le changement. N'empêche, la structure demeure fidèle à ses origines : le *kabary*, le *reny hira*, les danses et le *vako-drazana*. Le *reny hira* est l'une des spécificités du *hiragasy*, c'est la partie que les étrangers qualifient d'"opéra". Il ne change jamais et l'état

d'esprit ne change pas non plus. Par exemple, la partie dite *ngonongonona* – parce qu'il s'agit de vrais murmures – est peu comprise quand on s'adresse à un public tananarivien. Il y a même une expression qui dit "*Ny ngonongonona be tsy tian'ny tanoran'Antananarivo*" (les longs murmures ne plaisent pas aux jeunes spectateurs tananariviens, *NDLR*).

Or, dans les campagnes, certains ne viennent que pour cette partie. Donc, il y a un certain équilibre à respecter. Il y a cette variété qu'il faut apporter. Cependant, l'ensemble des changements n'occasionne pas une peur pour nous. Nous n'avons pas peur que le *hiragasy* se dilue.

# Le hiragasy parle du quotidien, des problèmes du quotidien, des soucis, de la politique

## Comment expliquer le fait que le hiragasy soit l'un des genres qu'aussi bien les urbains et les ruraux apprécient ?

**J.B.M.N. :** Dans le monde rural, ce sont les personnes âgées qui apprécient le plus le *hiragasy*. Aujourd'hui, même dans les villes, les tout petits enfants aiment le *hiragasy*. Nous essayons d'attirer ce public pour vraiment apprécier ce patrimoine.

**R.F.R. :** Le *hiragasy* parle du quotidien, des problèmes du quotidien, des soucis, de la politique. Le genre le fait avec de l'humour souvent et de la poésie. D'où sa popularité.

## Le hiragasy est-il moralisateur ou distille-t-il la morale ?

**R.F.R. :** Les deux. Peut-être qu'une strophe dira *tsara ny vehivahy tsy manao akanjo fohy* (ce bien que les filles ne soient pas légèrement vêtues, *NDLR*), mais il ne va pas le dire de manière trop frontale ou trop moralisatrice,

mais avec humour et malice. Le *hiragasy* est aussi un instrument politique. Des messages sont souvent envoyés, mais par des sentiers détournés. Quand on écoute vraiment les chansons, il y a des messages forts.

**J.B.M.N. :** Le *hiragasy* ne ressemble pas aux chansons actuelles. Il y a toujours ces aspects portant sur les conseils, les moraux et les idées prodiguées. Dans nos créations, nous essayons de transmettre des messages. Une de nos chansons est intitulée : *ampiasao ny teknika fa ny fiainana iaraha-mahita* (utilisons les techniques, car nous savons bien de quoi la vie est faite, *NDLR*). Nous envoyons un message à nos spectateurs.

## En 2024, le hiragasy fait-il vivre ?

**R.F.R. :** Pour la famille Ramilison "Besigara", le *hiragasy* a été la principale source de revenus. Nos grands-parents et nos parents ont vécu de cet art. Nous vivons grâce à lui, mais nous ne nous enrichissons pas. En hiver, d'avril à octobre, les *mpihiragasy* tournent beaucoup. Toutes les dates sont quasiment réservées.

C'est à ce moment-là que nous essayons d'épargner. Dès qu'il pleut, il est difficile d'avoir des contrats. Le cas du *tarika* Ramilison "Besigara" est un peu différent. Nous arrivons à obtenir des contrats à gauche et à droite, par des mariages ou des événements, de par notre réputation. Mais la plupart des troupes s'arrêtent en octobre. Leurs membres travaillent la terre ou reviennent dans la capitale.

## Quels pourraient être les avantages offerts par cette inscription sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ?

**R.F.R. :** Nous espérons qu'il y aura plus d'opportunités à l'international et plus de visibilité pour le *hiragasy*. Nous espérons que des portes soient ouvertes et nous permettent de tourner à l'international. L'aide de l'État ne doit pas rester à cette étape, il doit davantage mettre en valeur le *hiragasy*.

**J.B.M.N. :** Nous espérons que le *hiragasy* aura un rayonnement international, que cela soit un vrai héritage. Depuis les années 90, Ramilison "Besigara" a déjà pris part à des festivals. En 2021, nous avons pris part à un festival à Biarritz. Mais il est nécessaire que la visibilité à l'international soit accrue. Le *hiragasy* est un véritable atout culturel pour la Grande île. **P**



Sport

# OBJECTIF MÉDAILLE OLYMPIQUE : À LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE COHÉRENTE

*L'histoire du sport malgache a toujours été une question de participation sur le plan international depuis que le pays a intégré la famille du comité olympique international en 1964.*

**NJAKA TSIROFO RASOLOARISON**

**E**n tout et pour tout, la Grande île a participé à 11 jeux d'été et à deux jeux d'hiver. En termes de médailles, elle a brillé par le néant, aucun athlète n'a obtenu jusqu'à aujourd'hui une médaille olympique pour le pays. Certes, le célèbre adage de Pierre de Coubertin « *l'important est de participer* » est toujours d'actualité, mais actuellement le sport est un facteur de développement personnel et social. Sa place est devenue prépondérante dans la société. Il a des retombées positives sur la santé et le mieux-être, la culture et l'éducation, la prospérité et le développement économique, le tourisme ainsi que le divertissement. Il est plus qu'important de mettre en place une vraie politique nationale de développement du sport à Madagascar.

## Pratiques

La réalité a fait que le sport demeure encore aux yeux de la population une futilité. Mais le chef d'État, par le biais des grandes lignes qu'il a présentées, a bien mis en exergue un focus sur l'humain sur les cinq prochaines années. Le sport ne peut y être dissocié. À la base, la population malgache est déjà active avec leurs activités de tous les jours. Mais force est de constater qu'avec le développement du secteur tertiaire, beaucoup de gens ont tendance à devenir presque sédentaires. Une partie de la population commence à prendre du poids. Et les maladies du siècle comme les cancers, le diabète, les maladies cardiovasculaires cérébrales... sont devenues de plus en plus répandues.

Au-delà de la santé, le sport répond à des problématiques socio-économiques. L'exemple le plus proche est la participation de l'équipe nationale de football à la Coupe d'Afrique des nations de football (Can) en 2019. Toute la population entière s'est sentie appartenir à un « mouvement » unique, qui est celui d'appartenir à la même nation, avoir cette fierté de faire partie d'une communauté. Grâce à cet événement, des millions de Malgaches ont vécu en communion, même en l'espace de quelques semaines. Le sport contribue au développement de la personnalité de même qu'au développement physique et social des individus. En mettant en place une influence prononcée sur la communauté défavorisée ainsi qu'aux personnes marginalisées, le sport développe l'estime de soi et aide à faire face aux problèmes personnels et sociaux. La pratique des activités sportives se traduit souvent par de meilleurs résultats scolaires, réduction du tabagisme et de l'usage des drogues ainsi qu'une diminution du taux de criminalité.

## Investissements

La pratique d'un sport participe à l'adoption d'un mode de vie sain et à la prévention des problèmes de santé et de beaucoup de maladies. L'activité physique est essentielle pour le bien-être des êtres humains. Beaucoup d'études démontrent les bienfaits de la pratique des activités physiques sur des maladies comme les maladies coronariennes, le cancer, le diabète, l'ostéoporose, l'arthrite ou l'obésité, sans oublier les troubles de santé mentale. Une participation massive et quotidienne au sport se traduit par une amélioration de la santé et une diminution des coûts des soins de santé. Si on fait la comparaison, un investissement dans le sport est beaucoup plus avantageux, au final.

Vu la conjoncture actuelle, la population malgache se doit de se réapproprier son identité culturelle, elle a besoin de se « retrouver » pour espérer un développement durable dans tous les domaines de la vie. Le sport est un élément très important dans l'atteinte de ce but. Par l'intermédiaire du sport, nous mettons en avant des valeurs et des comportements que nous associons à tous les aspects de notre communauté : le goût du travail et l'esprit d'équipe, la discipline, le plaisir, le respect des autres et l'équité. Le sport joue un rôle particulièrement important dans le développement des jeunes et dans la lutte contre la délinquance juvénile. Dans la plupart des cas, il constitue leur première expérience d'une activité organisée.

Le sport amène les jeunes enfants à se rencontrer et à découvrir d'autres horizons et d'autres communautés. Il leur enseigne le *leadership*, leur procure un environnement auquel il peut se construire et d'une manière générale, il améliore leur qualité de vie. On voit durant les fins de semaine un attroupement de la communauté de proximité autour d'un spectacle sportif, en l'occurrence des matchs de football ou de basket-ball. Le sport est un lieu de convergence et souvent le premier sujet de conversation. Permettre aux jeunes enfants d'avoir accès à une éducation physique et, par la même occasion, des activités physiques de qualité dans les établissements scolaires apporte un grand nombre d'impacts positifs. Ces activités

auront pour but de réduire les obstacles sociaux, structurels et économiques auxquels les enfants et les jeunes provenant des milieux défavorisés sont souvent confrontés.

## Secteurs mobilisés

Peu de personnes comprennent l'apport significatif du sport sur l'économie. Lors de l'organisation des derniers Jeux des îles de l'océan Indien ou du championnat d'Afrique de basket-ball, tous les secteurs ont été mobilisés : l'industrie hôtelière, l'artisanat, le milieu du spectacle et d'autres secteurs qui, d'habitude ne sont pas mis en avant, afin de permettre à tout le monde de vivre un moment fort et agréable. L'organisation des courses accessibles à tout le monde comme le *trail*, apporte également un désenclavement des villages. Ce qui leur permet d'avoir des activités génératrices de revenus par la vente de leurs produits agricoles, par exemple, et donne par la même occasion une ambiance de fête.

Une politique cohérente doit être mise en œuvre dans le domaine du sport. Elle s'articule autour de quatre pivots : la participation de la population, la pratique sportive qui tend vers l'excellence, la maximisation de ressources et l'interaction massive avec tous les secteurs clés. Sur le premier point, le ministère chargé des sports devrait tout mettre en œuvre pour que la population puisse bénéficier de toutes les infrastructures qui ont été et qui vont être construites en leur facilitant l'accès. Il doit, entre autres, soutenir les fédérations sportives afin qu'elles puissent accroître la participation sportive en recrutant de nouveaux licenciés et accroître la pratique sportive dans les établissements scolaires.

## Maillons de la chaîne

L'objectif ultime est qu'un ou des sportifs malgaches puissent décrocher une médaille olympique, même à moyen terme. Pour cela, un statut qui sera dédié aux sportifs de haut niveau est primordial. Il leur permettra d'exceller dans leurs domaines en toute tranquillité, mais également d'assurer leur avenir post sportif de haut niveau. Cependant, l'excellence ne se fera pas sans les ressources qui pourront aider le pays à atteindre son objectif. Tous les maillons de la chaîne doivent être dotés, soit d'une formation de qualité soit d'un renforcement de capacité.

On dit souvent que l'union fait la force, il n'y pas que le ministère en charge des Sports qui devrait aider et soutenir les athlètes afin d'atteindre les objectifs établis. Il aura comme tâche à consolider et accroître la concertation intersectorielle de manière à promouvoir tous les avantages du sport et à assurer le développement harmonieux du système sportif, d'encourager des relations solides entre les organismes sportifs et les autres organismes qui pourront aider les athlètes à atteindre l'excellence sportive et de développer les stratégies internationales de promotion des valeurs sportives. Une planification systématique requiert de partager une vision claire, des objectifs spécifiques et des mesures concertées pour conduire aux changements désirés. **P**

# ÉCOLOGIE



**Interview de Baomivotse Vahinala Raharinirina : « Ne soyons pas complexés : nous pouvons conserver l'environnement et avoir de l'argent »**

48

**Interview de Bruno Rajaspera : « Conservation de la biodiversité et croissance économique durable à Madagascar : le modèle de la FAPBM »**

52



## Baomiavotse Vahinala Raharinirina,

conseillère spéciale du Président de la République et maître de Conférences à l'Université de Fianarantsoa

# «NE SOYONS PAS COMPLEXÉS: NOUS POUVONS CONSERVER L'ENVIRONNEMENT ET AVOIR DE L'ARGENT»

*Madagascar a reçu 8,8 millions de dollars en crédits carbone pour la réduction de 1,76 million de tonnes d'émissions de carbone en 2020, devenant ainsi le troisième pays d'Afrique à être payé par la Banque mondiale. Le point avec Baomiavotse Vahinala Raharinirina, conseillère spéciale du Président de la République, ancienne ministre de l'Environnement et du Développement durable et maître de Conférences à l'Université de Fianarantsoa*

RAOTO ANDRIAMANAMBE



## Pourriez-vous nous partager le chemin parcouru avant le décaissement des 8,8 millions de dollars en crédits carbone ?

**Baomiatotse Vahinala Raharinirina (B.V.R) :** Madagascar a signé un contrat de vente de carbone qui entre dans le cadre du mécanisme de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Redd+). En réalité, le processus a été très long. Historiquement, le concept est arrivé à Madagascar dès 2009. Entre 2009 et 2019, 11 ministres se sont succédé. Ils ont porté le dossier sans réellement aller jusqu'au bout du mécanisme, malheureusement. Pourquoi ? Tout simplement parce que le mécanisme est très complexe et le *turn over* d'interlocuteurs contre-productif. Le Redd+ est un instrument économique de taille censé apporter des solutions efficaces et pérennes aux problèmes environnementaux. Il a pris racine dans la science économique. En 2009, le consortium Forest carbon partnership facility (FCPF) a approché Madagascar comme d'autres pays considérés encore à l'époque comme étant des puits de carbone. La Grande île s'est appropriée le concept. Il a fallu expliquer un peu partout (autour et dans les aires protégées, dans les forêts primaires sauvegardées...), mais aussi auprès de tous les acteurs (société civile, collectivités territoriales, communautés de base, secteur privé...) la potentialité de Madagascar à devenir un pays puits de carbone "professionnel" et d'avoir la possibilité d'un grand projet "bankable". En 2015, la Grande île a pris la décision d'écrire une lettre d'intention pour confirmer sa volonté d'accueillir un mécanisme Redd+. La philosophie était assez simple : nous voulions à la fois protéger les forêts et avoir de l'argent. Les forêts séquestrent les carbones qui seront ensuite évalués, puis vendus à des acheteurs, principalement des "pollueurs" contraints à l'époque par le Protocole de Kyoto. C'est là qu'intervient le consortium FCPF. La séquestration de Madagascar est évaluée sur une période. Le consortium l'achète ensuite moyennant un certain prix pour chaque tonne de carbone séquestré.

De 2015 à 2019, les choses n'ont pas vraiment avancé. Il y a eu des discussions, mais à chaque fois des blocages intervenaient. En 2020, la situation a avancé lorsque j'ai pris la tête du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd), avec ma

ferme volonté de faire avancer et boucler ce dossier. La Banque mondiale m'avait contactée pour partager l'évolution du dossier de Madagascar. Pour résumer, la Grande île faisait constamment un pas en avant et 10 pas en arrière. Alors que d'autres pays s'étaient retirés de la course, une réelle opportunité se présentait. Je connaissais le mécanisme pour l'avoir étudié durant mes années de recherche postdoctorale et surtout pour l'avoir critiqué. J'ai pris ce dossier comme un *challenge*. Je me suis dit qu'il fallait qu'on arrive à un

**Ce n'est ni de l'aide ni de l'emprunt, c'est du commerce et du business. Madagascar ne s'endette pas**

mécanisme Redd+ qui soit le plus légitime possible, et surtout, qui soit le plus juste pour les communautés qui sont au front dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Nous avons entamé un travail fastidieux, d'abord avec les techniciens et les experts du Medd, et j'insiste vraiment là-dessus. Il fallait absolument déboucher sur une issue : un contrat amendé qui donne la place aux acteurs qui font la performance, c'est cette dernière que l'on rémunère. En général, depuis de longues années, ceux qui assurent la performance pour lutter contre la déforestation à Madagascar se plaignent souvent que la rente revient toujours à des personnes qui sont loin du terrain. Parfois, ils accusent explicitement l'administration de s'accaparer tous les avantages, ou encore les Organisations non gouvernementales (ONG) et certaines grandes structures. Ce qui est tout à fait injuste.

Nous avons "co-désigné" le Redd+ Madagascar pour qu'il soit le plus juste possible et pour qu'il intègre la question de justice environnementale et sociale. Après

plus d'un an de va-et-vient, de négociations, de travail acharné, en marchant main dans la main avec la Banque mondiale et tous les techniciens du Medd ainsi que le Bureau national des changements climatiques, du carbone et de la réduction des émissions dues à la déforestation et dégradation des forêts (BNCCREDD+), le contrat a été ficelé. Nous avons entamé les consultations des acteurs. Des retours nous sont très vite remontés. Ils ont souligné l'importance du financement des biens communs. Par exemple, ils ont souhaité qu'une partie du fonds de compensation soit utilisée pour construire des routes et des écoles, pour effectuer des programmes d'adduction d'eau ou encore pour développer des centres pour l'éducation à l'environnement. Mais il est tout aussi essentiel d'affecter des fonds pour la gouvernance et pour les entretiens au quotidien des forêts, car ce sont elles qui permettent de perpétuer le mécanisme. Ce coût d'entretien est très élevé, il ne faut pas l'oublier. Nous avons travaillé sérieusement sur le Décret régissant le carbone forestier malagasy (DCFM) en termes de clé de répartition. Il fallait aussi convaincre la partie institutionnelle malgache pour qu'un compte spécial carbone forestier puisse être créé. Le contrat porte sur 50 millions de dollars correspondant aux efforts entrepris entre 2020 et 2025. Ce qui équivaut à 10 millions de tonnes de carbone séquestrées sur cinq ans. Le décaissement récent de 8,8 millions de dollars correspond à notre performance de l'année 2020. Je tiens à le préciser, c'est vraiment l'idée du "*trade not aid*". Ce n'est ni de l'aide ni de l'emprunt, c'est du commerce et du *business*. Madagascar ne s'endette donc pas, il est payé sur la performance qu'il a réalisée.

**La compensation couvre la période de 2020, mais entre-temps la situation environnementale n'a cessé de s'empirer à cause des feux de forêts, de l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles... Ne met-on pas en danger le contrat ?**

**B.V.R :** Il faut d'emblée préciser que le mécanisme Redd+ que l'on a signé porte sur l'Atiala Atsinanana. On l'a baptisé Redd+ Preaa. Justement, cette région possède une forêt immense, mais les menaces y sont très fortes. Notre intérêt pour le Redd+ est double. D'abord, parce qu'il y a de l'argent à se faire. Il ne faut pas que nous soyons complexés

là-dessus. Il faut se dire que nous pouvons à la fois conserver et avoir de l'argent. C'est d'ailleurs le vrai sens du développement durable. Il ne s'agit pas juste d'ériger des aires protégées pour qu'elles deviennent des forteresses écologiques, mais leur existence doit bénéficier à tout le monde, essentiellement à la population environnante. Cette dernière doit devenir l'ambassadrice de la protection de l'Atiala Atsinanana. Nous devons démontrer au monde entier que Madagascar tient ses engagements et ses promesses. Cela nous permettra à la fois de tenir nos engagements internationaux, d'atteindre l'objectif de maintenir nos forêts primaires et de lutter contre la pauvreté. Je le réitère, l'argent du Redd+ devrait aussi contribuer à la préservation, au maintien de ces sites, aux différentes missions de déguerpissement, à la lutte contre le trafic. Ce sont, entre autres, les engagements que nous devons respecter dans le mécanisme Redd+.

### De manière très pratique, quels seront les objectifs de protection assignés ?

**B.V.R :** De manière très concrète, puisque nous parlons des performances de 2020, l'objectif des gestionnaires et des acteurs est d'assurer le maintien de ces forêts. Il s'agit, justement, de la lutte contre le charbonnage, contre le trafic illicite de bois précieux et d'espèces rares ou menacées, contre les prélèvements illicites dans les forêts. Il y a un travail de sensibilisation, de gardiennage, de rondes à effectuer et, comme je l'ai souligné, ces agents devront faire des missions régulières de surveillance et éventuellement de déguerpissements. Parfois, il est nécessaire de mobiliser les autorités. Cela ne signifie pas forcément que le charbonnage au niveau du Preaa a disparu, mais, dans tous les cas, une baisse a été constatée entre 2020 et 2021. Sur l'année 2021, notre performance a été normalement plus élevée qu'en 2020. Ce qui suppose un montant plus important à encaisser. Ensuite, l'autre vrai sujet est le développement économique à travers les chaînes de valeurs ou les activités économiques durables qui font que la population puisse se retirer des forêts et mettre fin à ces accès illégaux et illicites de ces zones afin qu'elle puisse se consacrer à des activités économiques viables et pérennes. Ce qui lui permettra d'avoir un accès à un revenu stable.

L'autre point qui est extrêmement important est la restauration. S'il y a eu dégradation,

les acteurs qui gèrent la forêt et ceux qui sont censés réaliser la performance doivent aussi restaurer ces forêts pour augmenter la capacité de séquestration des lieux pour être comptabilisés à terme. Il est important dans le cadre du mécanisme Redd+ de procéder à l'évaluation technique, un processus qui a mis beaucoup de temps à se faire. Mais nous pouvons dire aujourd'hui que, sans ce mécanisme, les dégradations auraient été plus importantes. L'état d'esprit est que ceux qui protègent efficacement ou les travailleurs les plus performants vont être récompensés. Sur la question du charbonnage, une solution envisagée puis expérimentée a été la création



## Depuis 2009, la Grande île affichait sa volonté d'intégrer le pool des pays puits de carbone

des massifs forestiers énergétiques. C'est un enjeu essentiel, car la population malgache ne cesse de croître. Les zones de reboisement intensif doivent aller de pair avec notre transition énergétique : la biomasse, le bioéthanol, le biogaz, le bio charbon...

### Qu'est-ce qui est le plus rentable, en termes de retours financiers, la séquestration ou l'exploitation directe des ressources forestières ?

**B.V.R :** Certes, le mécanisme Redd+ est très critiqué parce que le prix est très bas par rapport au marché volontaire. Le prix à la tonne émis par le consortium FCPF est à 5,5 dollars. Nous n'avons pas pu le négocier à la hausse. Or, si nous décidons de nous lancer sur le marché volontaire, nous pourrions

approcher les 100 dollars la tonne. Même si cette période d'embellie est pour le moment terminée. Nous sommes, aujourd'hui, entre 25 et 50 dollars la tonne, selon les marchés volontaires. Les différentes crises sont passées par là, provoquant une contraction de la demande des plus gros pollueurs.

Cela étant dit, je vois les choses de manière nuancée : depuis 2009, la Grande île affichait sa volonté d'intégrer le pool des pays puits de carbone. Mais nous n'avons rien conclu. Nous sommes restés dans les négociations jusqu'en 2019. Pour moi, le défi a donc été de transformer cette potentialité en un vrai marché. Certes, nous nous retrouvons au démarrage avec 5,5 dollars la tonne, mais nous sommes désormais cartographiés sur la liste des pays qui peuvent être dans la course. La suite logique est que nous nous placions sur le marché volontaire. Le secteur privé doit également jouer le jeu. Par ailleurs, les 8,8 millions de dollars doivent être répartis là où ils doivent l'être : auprès des gestionnaires, de la communauté locale, des directions régionales du Medd, des Directions régionales de l'environnement et du développement durable (Dredd), qui suivent au quotidien ce travail, le secteur privé, quelques ONG, les scientifiques... Tout ce monde doit pouvoir tirer avantage de cet "argent du carbone".

### La crainte qui se pose réside bien souvent sur l'utilisation des fonds. Comment le suivi sera-t-il effectué ?

**B.V.R :** C'est exact. Nous avons le satisfecit de l'opinion publique, mais la suite porte sur la question de la gouvernance. Le FCPF fera un suivi rigoureux de l'utilisation de l'argent du carbone dans le secteur environnemental. Je le rappelle, c'était la première condition. Nous avons mis en place les comités Redd+ au niveau régional. Ils sont censés effectuer les missions de contrôle. Par exemple, les communes dans l'Atiala Atsinanana construisent-elles vraiment des routes, des écoles ? Le contrôle citoyen est l'autre point important. Je souhaite vraiment le remettre sur la table, car nous avons choisi la transparence dans le mécanisme de REDD+.

### Concrètement, comment ce suivi peut-il être effectué par les citoyens ?

**B.V.R :** Les citoyens peuvent demander de la transparence auprès du *fanjakana*. Ils ont le droit le plus absolu de demander la clé de

répartition du fonds. Le décret prévoit que 80% de l'argent reviennent aux acteurs de la performance et dans le territoire d'implémentation. 20% iront vers l'État central. Le citoyen peut demander des comptes, tout comme le FCPF. Je considère à juste titre que le rôle de l'administration centrale est de montrer que la Grande île est transparente dans l'utilisation des fonds. Il est important d'avoir un contrôle mutuel: le Medd doit contrôler le ministère de l'Économie et des Finances (Mef), le Mef doit contrôler le Medd, les CTD, etc.

### **Donc d'ici peu, est-ce que cet outil sera disponible? Est-ce que ce mécanisme va exister pour que tout le monde puisse voir comment les fonds seront utilisés?**

**B.V.R.:** Le décret en question sera certainement officialisé et rendu public. Une fois ce processus effectué, les acteurs sauront quelle part ils auront et ils pourront également poser des questions. Même s'il n'y a pas d'obligation de le faire, le Medd a intérêt à ce que l'utilisation des fonds y soit retranscrite et rendue publique, de manière très transparente. Je suis intimement convaincue que les acteurs de la performance – qui sont multiples – joueront le jeu et exigeront de la redevabilité du côté étatique. L'État doit aussi exiger de leur part une réelle utilisation efficiente. J'aime beaucoup cette question de bien commun (*soa iombonana*) et de contrôle citoyen notamment dans les collectivités territoriales. Même le citoyen lambda a le droit de demander une clarté, une transparence sur l'utilisation de cet argent qui – je rappelle encore – n'est ni une dette ni un don, mais le fruit d'un travail fait par des acteurs.

### **Est-ce que d'autres zones pourraient être capitalisées?**


**B.V.R.:** Oui. D'ailleurs, à l'époque où j'avais négocié notre Redd+ Atiala Atsinanana, nous avons déjà commencé à parler du Redd+ portant sur les forêts sèches de l'Ouest. Les mangroves sont aussi des biens très intéressants. Un hectare de mangrove capte cinq fois plus de carbone qu'une forêt terrestre. Cette fois-ci, il faudra être stratégique, il faut démarcher sur les marchés volontaires. Lors de la Conférence des parties (COP) 26 Climat à Glasgow, j'avais rencontré plusieurs acteurs dont des Britanniques, notamment Blue Ventures, qui sont intéressés par le

carbone bleu, ceux issus des mangroves de Madagascar. La principale condition évoquée était la mise en place de la même clé de répartition: 80 % pour les acteurs de la performance et 20 % pour l'État central. Aussi, les coûts de gestion, du maintien et des entretiens des forêts doivent être assurés dans le cadre du dispositif. C'est aussi l'une des clés de réussite de tous les projets forestiers de carbone. L'Administration doit absolument jouer son rôle et assurer, tout d'abord, la sécurisation des sites. Quand le besoin se ressent, elle doit mobiliser les forces de l'ordre: l'armée ou la gendarmerie. La lutte contre la corruption dans le secteur est également essentielle. Quand on sait qu'un trafic s'organise autour d'un site, l'État doit être vraiment dans une approche de tolérance zéro et appliquer les peines. Nos textes autour des aires protégées sont d'ailleurs des références, mais le vrai défi demeure l'application. Nous avons pourtant des résultats qui le démontrent sans équivoque. Je suis ravie d'annoncer que le taux de déforestation dans le Menabe Antimena n'a jamais été aussi bas. Pourquoi? Parce qu'en amont, il y a eu un travail organisé et une politique de tolérance zéro. Près d'une quarantaine de personnes ont été emprisonnées en deux ans, les responsabilités ont été prises, au risque et au péril des agents du Medd. Un des agents de l'époque avait d'ailleurs été sauvagement agressé. Au sein des sites Redd+, chacun doit jouer son rôle: le gouverneur, le Dredd, le maire, le gestionnaire, les communautés... Cette répartition des tâches doit être clairement expliquée aux acteurs.

### **Nous entamons le deuxième mandat du président de la République, comment appréhendez-vous les enjeux environnementaux? Des efforts ont été faits, mais de nombreuses problématiques demeurent, telles que les menaces ou même la mort de certains lanceurs d'alerte environnementaux, l'État va-t-il serrer davantage la vis et être plus intransigeant vis-à-vis de la "mafia environnementale", comme les Organisations de la société civile les qualifient?**

**B.V.R.:** Je suis bien évidemment attristée par le nombre de lanceurs d'alerte qui ont succombé ces deux dernières années. De manière générale, je préfère ne pas parler de lanceurs d'alerte, mais de collaborateurs.

Je pense notamment à Henri Rakotoarisoa. Il était mon collaborateur. "Henri" travaillait pour le ministère. Il travaillait pour la défense des forêts de l'État malgache. Nous l'avions protégé. Il nous informait quand il y avait des menaces. Ce qui nous permettait de lancer des opérations très rapidement qui nous ont d'ailleurs permis d'appréhender des personnes. À partir du moment où vous considérez ces individus comme des collaborateurs, vous avez le devoir de les protéger, de la même façon que j'avais protégé mes agents dans le Menabe Antimena. Le mot "lanceur d'alerte" est problématique (pour ce qui est du secteur environnement), dans le sens où on oppose souvent l'État à cette partie de la société civile. Or, ce sont des collaborateurs et des partenaires de l'État qui assurent finalement un service public. De 2020 jusqu'à mars 2022, nous n'avons pas eu un seul décès de ceux qu'on appelle "lanceurs d'alerte". Une relation de confiance doit être établie. Angélique Razafindrazoary, ange gardien de Vohibola, n'est pas un lanceur d'alerte, c'est une femme qui travaille pour le ministère et pour le *fanjakana* pour la préservation de la forêt primaire littorale de Vohibola. Malheureusement, la faillite de financement de l'État a obligé ce dernier à déléguer une partie de ses traditionnelles prérogatives sur les forêts.

Ces individus prennent tous les risques. L'État doit protéger ses collaborateurs. Sinon quelle image le pays renvoie-t-il? Madagascar a promis, lors des différentes COP, un engagement fort en mettant l'environnement au cœur de sa politique publique, mais de l'autre côté, il est incapable de protéger les personnes qui prennent des risques"? D'où mon appel pour une politique de collaboration vis-à-vis de ces personnes appelées à tort ou à raison "lanceurs d'alerte", de ces organisations qui aident l'État, qui contribuent à maintenir les forêts. Protégeons-les! 



## Bruno Rajaspera

*Président du Conseil d'administration de la Fondation pour les Aires Protégées et de la Biodiversité de Madagascar (FAPBM)*

### « CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE À MADAGASCAR: LE MODÈLE DE LA FAPBM »

*La Grande île fait face à d'importants défis pour protéger les dernières forêts naturelles qui subsistent à travers les sanctuaires que constituent les aires protégées. Rencontre avec le PCA de la Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM), un fonds fiduciaire se positionnant comme un mécanisme novateur pour le financement des aires protégées de Madagascar.*

HARILALAINA RAKOTOBÉ

#### **Pouvez-vous présenter la FAPBM en quelques mots ?**

**Bruno Rajaspera (B.R.):** La FAPBM est un Fonds fiduciaire pour la conservation (FFC) qui a été créé par le gouvernement malgache et deux Organisations non gouvernementales (ONG) de conservation, à savoir Conservation international (CI) et World wildlife fund (WWF), en 2005. Il s'agit d'une fondation privée malgache dont la mission est de contribuer de manière durable au financement du système des aires protégées de Madagascar. Les impacts souhaités comprennent la protection de la biodiversité, la

gestion efficace des aires protégées, le bien-être des communautés locales et la pérennité financière des aires protégées. Par ailleurs, la FAPBM a un modèle de gouvernance spécifique avec une direction exécutive chepautee par un Conseil d'administration. Ce conseil est engagé, indépendant de l'État dans les actions et décisions. Il est composé d'experts de différentes entités, notamment des représentants de l'État issu du ministère de l'Environnement et du Développement durable (Medd), des représentants du secteur privé, de la société civile ainsi que des ONG de conservation et des bailleurs de fonds. En somme, une palette d'expertises qui couvre

tous les domaines partant de la conservation, du juridique, de la finance et du social, englobant l'ensemble des thématiques abordées au niveau des aires protégées et de la FAPBM. Les décisions qui sont actées sont prises au niveau des divers comités au sein du Conseil d'administration.

#### **Le modèle de la FAPBM est-il idéal dans la perspective de la protection efficace de la biodiversité malgache ?**

**B.R.:** L'État a fait un choix politique spécifique quant à la délégation de la gestion des ressources naturelles à des partenaires techniques et financiers. Pour le cas des aires

protégées, il s'agit d'ONG et d'associations qui possèdent une expertise pour cela. Du point de vue financier, le choix politique a été de confier une partie du financement à la FAPBM, le budget de l'État s'avérant insuffisant. Dans ce contexte, l'État se limite plutôt un rôle régalién. Pour Madagascar, nous pouvons estimer qu'il s'agit d'un bon modèle de gouvernance et de financement pour la biodiversité, la FAPBM étant aujourd'hui le premier bailleur de fonds des aires protégées du pays. Dans d'autres pays, l'État prend généralement en charge directement les frais de gestion des aires protégées. Le système fonctionne jusqu'ici. Par exemple, lors de la pandémie de Covid-19 en 2020-2021, la fréquentation touristique dans les parcs nationaux de Madagascar national parks (MNP) était inexistante. Ainsi, la FAPBM leur a apporté un appui essentiel. La durabilité de notre financement repose sur un fonds de dotation : un capital entamé, mais investi sur les marchés financiers internationaux. Les revenus de ces investissements constituent notre principale source de financements.

### Ces financements quasiment continus ne risquent-ils pas de provoquer une dépendance au niveau des gestionnaires d'aires protégées ?

**B.R. :** Oui, le risque existe. Mais la FAPBM n'est pas là uniquement pour financer, elle opère aussi pour renforcer les capacités, dans l'objectif de rendre les gestionnaires autonomes financièrement sur le long terme. À un certain moment, le gestionnaire devra évidemment se préparer pour le "sevrage financier". Le processus prend tout de même du temps et nous ne pouvons pas nous permettre de couper les financements au bout de quelques années, au risque que les communautés se remettent à exploiter radicalement les aires protégées qu'elles sont censées protéger.

### Pour la FAPBM, en termes de levée de fonds en 2023, quels ont été les impacts et les résultats ?

**B.R. :** Le bilan de nos efforts de levée de fonds a été positif. À la fin 2023, le capital de la FAPBM était de 150 millions de dollars, grâce à une contribution de la KfW, la coopération allemande, de 10 millions d'euros. Deux autres bailleurs se sont engagés à apporter une contribution en 2024. En termes de projets sur trois à cinq ans, nous avons mobilisé un financement de la fondation danoise

Hempel pour la protection des forêts de baobabs de l'Ouest de Madagascar pour deux millions de dollars sur cinq ans, ainsi que pour le programme de formation professionnelle. Nous avons également commencé à engager les ressources locales en obtenant un financement de la banque BNI en faveur des activités de restauration de Maromizaha. Nous entendons poursuivre nos efforts sur l'année à venir et renforcer le plaidoyer pour un financement public des aires protégées.

## La santé des aires protégées est bonne mais reste fragile et précaire

### Quels sont les impacts palpables ?

**B.R. :** En 2023, 64 sur les 123 sites du Système des aires protégées de Madagascar (SAPM) ont bénéficié des financements de la FAPBM. Cela représente 15 aires protégées de plus par rapport à 2022. La totalité des financements alloués hors projets s'est élevée à 17,9 milliards d'ariary (environ 4 428 000 dollars). La surface totale des aires protégées financées a couvert environ 5 286 000 ha, ce qui représente 70 % de la superficie totale du SAPM. Au total, les financements de la FAPBM aux aires protégées en 2023 ont augmenté d'environ 43 % par rapport à 2022. Notre croissance continue car, en 2024, nous portons à 70 le nombre d'aires protégées financées.

Les impacts immédiats de nos financements font que ces aires protégées, et donc la biodiversité et notamment les forêts qu'elles abritent, sont conservées. Mais nos financements vont au-delà des régions et des communautés concernées en contribuant de manière indirecte à des secteurs économiques comme l'écotourisme, la pêche ou l'hydroélectricité. Par exemple, le fait de protéger et de financer l'aire protégée du corridor forestier Ankeniheny-Zahamena, en amont du barrage d'Andekaleka, contribue

à réduire les pressions sur la conservation des forêts autour de la centrale hydroélectrique, qui retient l'eau de la nappe phréatique. Les précédentes destructions de cette forêt ont contribué à la sédimentation des bassins versants, à la diminution du débit hydraulique alimentant la centrale qui, par la suite, explique le déficit dans la production en hydroélectricité. D'où l'importance de la protection des aires protégées pour maintenir les services écosystémiques. Un autre exemple d'impacts de nos financements est un projet qui promeut l'extension ou la création des aires marines protégées. Grâce à ce projet, environ un million d'hectares d'aires marines et côtières seront bientôt protégées. Ce projet contribue à La Promesse de Sydney qui engage l'État malgache à tripler la surface des aires marines protégées, en passant de 800 000 ha à 2 400 000 ha.

Un tout autre exemple d'impacts est le financement que nous apportons à l'aire protégée de Menabe Antimena, située au Nord de la ville de Morondava. Celle-ci avait été victime d'une déforestation importante depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, grâce à des efforts conjoints auxquels la FAPBM contribue, nous constatons une nette diminution de la déforestation. Je voudrais terminer sur un programme que la FAPBM démarre actuellement et qui a pour objectif la formation des gestionnaires d'aires protégées et des membres des communautés riveraines. Ce programme cible les praticiens actuels, les gardes forestiers, les responsables de communautés, et le staff des gestionnaires d'aires protégées. Grâce à ce programme, nous espérons que les aires protégées soient gérées d'une manière efficace.

### Aujourd'hui, quel est l'état de santé des aires protégées à Madagascar ? Et comment traitez-vous les besoins des communautés locales ?

**B.R. :** D'emblée, nous pouvons avancer que la santé des aires protégées est bonne, mais elle reste toujours fragile et précaire à cause des menaces qui pèsent sur la biodiversité. Nous ne devons pas relâcher nos efforts en réduisant notre présence physique sur le terrain. En termes de chiffres, en moyenne, au niveau national, le taux de déforestation est de 1,5 %. Or, dans les aires protégées qui sont appuyées par la FAPBM, ce taux a été réduit de moitié soit près de 0,67%. Sur la base des résultats du suivi écologique menées sur les sites

financés, il n'y a pas eu de pertes d'espèces. C'est la raison pour laquelle, il est impératif de sensibiliser et d'engager les populations locales dans les actions de conservation. D'ailleurs, nous avons pu maintenir et créer près de 3 050 emplois directs et autant, voire plus d'emplois indirects en 2023.

En ce qui concerne nos appuis aux communautés locales, 18 filières économiques ont été soutenues en 2023 : cultures de rente, tourisme, agriculture, pêche... Le développement durable a comme objectif de réussir à faire le lien entre la conservation et l'économie.

### Qu'en est-il de votre collaboration avec les gestionnaires d'aires protégées en règle générale ?

**B.R. :** Les gestionnaires des aires protégées agissent sur le terrain aux côtés des communautés pour préserver les lieux stratégiques. Ils sont, à ce titre, les bénéficiaires de nos financements. Les financements octroyés aux gestionnaires sont cadrés par le plan d'aménagement de gestion validé par les parties prenantes, le manuel de financement, déclinaison opérationnelle des impacts recherchés que j'ai énoncés auparavant. Parallèlement, la FAPBM a suscité la création de la Coalition pour les aires protégées de Madagascar. Il s'agit d'une plateforme de plaidoyer et de collaboration, mettant en œuvre des solutions pour les besoins de Madagascar à travers la gestion des aires protégées et le soutien aux agents du changement. Depuis l'année 2023, différentes organisations ont progressivement aligné leurs efforts de communication derrière un nouveau récit afin de renforcer de manière significative le soutien des donateurs et d'autres publics. Les chefs d'institution et les responsables en communication des membres de la coalition collaborent pour accroître le soutien financier et politique en faveur des 123 aires protégées de notre pays.

### Quels défis la FAPBM doit-elle relever et à quels challenges nos aires protégées doivent-elles faire face aujourd'hui ?

**B.R. :** Le plus important est certainement les pressions et la manière de les maîtriser. En observant les photos satellitaires en période de feux de végétation, nous ne voyons que du rouge partout. Il est impératif d'agir pour tenter de maîtriser cette situation. Pourtant, ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire tout seul. Il faudra une action commune et coordonnée entre tous les acteurs, d'où la

mise en place de la coalition citée précédemment. Toujours sur le chapitre des pressions par rapport aux aires protégées, nous n'omettons pas de mentionner le phénomène de braconnage de lémuriens et d'autres espèces protégées, par exemple. Nous ne citerons plus les différents trafics de bois, les coupes illicites dans les aires protégées. Et enfin, les exploitations de petites mines dans les aires protégées représentent aussi un fléau non négligeable.

## Dans d'autres pays, la politique de répression est beaucoup plus conséquente

Malgré nos appuis, l'un de nos plus grands défis réside aussi du point de vue des financements. Les ressources sont toujours insuffisantes, dans la mesure où le coût de fonctionnement actuel de gestion d'une aire protégée s'élève à 10 dollars par hectare. Le financement annuel total des aires protégées, tous bailleurs confondus, est d'environ 50 millions de dollars. Or, les besoins avoisinent les 76 millions de dollars. Il existe donc un gap de plus de 26 millions de dollars à combler par an, d'où nos efforts soutenus sur les investissements ainsi que sur la levée de fonds. Pour arriver à nos objectifs de conservation, il faut suffisamment de ressources financières. Mais il faut aussi que les lois soient appliquées. Nous abordons ici inévitablement une question de gouvernance. Nous citerons, entre autres, la loi portant refonte du Code de gestion des aires protégées (Coap) qui interdit notamment l'exploitation de bois dans les noyaux durs des aires protégées, pourtant des individus continuent de le faire en toute impunité. Le trafic de bois, le braconnage et toutes les autres pressions précédemment citées se poursuivent toujours. Souvent, les Officiers de police judiciaire (OPJ) effectuent leur mission de contrôle en

amont avec des arrestations, mais les délinquants sont souvent relaxés par la justice en aval.

En comparaison, dans d'autres pays, la politique de répression est beaucoup plus conséquente, à l'image de la Chine, où un braconnier qui s'attaque aux pandas écoperait d'une peine d'emprisonnement à vie. C'est dans ce contexte de défis importants que la FAPBM a sorti le "livre blanc" sur la contribution économique des aires protégées de Madagascar qui sert d'outil de plaidoyer. Il traduit dans un langage accessible, l'importance avérée de préserver ces derniers sanctuaires de la nature à Madagascar. Notre livre blanc ambitionne d'influencer les politiques publiques à donner une importance plus grande aux aires protégées.

### Évoquons la protection de l'environnement dans son ensemble dans la Grande île : quelles seraient les pistes de solution pour faire cohabiter cette protection de l'environnement et le développement de l'homme ?

**B.R. :** Les impacts que nous recherchons sur ce point résident dans le changement de comportement au niveau des acteurs avoisinants les aires protégées, par exemple en démontrant que la conservation peut être source de développement durable. À titre d'exemple, dans une aire protégée de l'Est, une personne qui faisait du *tavy* (défrichement) auparavant est devenue un guide touristique. Dans une autre aire protégée, un ancien trafiquant de bois précieux est devenu patrouilleur.

On cherche également à développer des scénarios "gagnant-gagnant" entre conservatistes et opérateurs économiques, notamment à travers la promotion de chaînes de valeur en faveur de la conservation. D'ailleurs, avec l'épuisement des ressources naturelles et de la biodiversité, notre modèle économique a montré ses limites. Aujourd'hui, la croissance économique doit adopter une approche durable afin de relever les défis du développement durable. L'économie durable considère la réponse aux besoins humains sur du long terme, axée sur la protection de l'environnement, l'économie verte, le social, qui est créatrice d'emplois et source de revenus. Les pratiques des entreprises vertes améliorent nettement les conditions de santé et de sécurité des travailleurs. L'intersectorialité reste ainsi une des clés de la réussite et de l'atteinte de nos objectifs. 

# Nota bene

## Money for nothing?

Comment écrit-on son dernier article pour un magazine politique dont on a été l'éditeur pendant cinq ans? Il y a beaucoup à dire sur le développement de ce produit – nous avons réussi certaines choses, d'autres non – mais une chose est sûre : cette période a été un privilège.

Madagascar a encore besoin d'un discours honnête sur les défis politiques auxquels il est confronté. Malheureusement, ils sont nombreux. La Grande île est riche en ressources et en personnes motivées et bien formées, mais la pauvreté, la faim, la corruption et la simple politique d'annonce dominant le paysage.

Je n'ai perçu aucun progrès concret dans aucun domaine politique au cours des dernières années. Mais à Madagascar, il n'y a pas de véritable révolution, pas de révolte de la classe défavorisée. Le prolétariat détaché n'a plus d'espoir. Il attend dans une grande prison à ciel ouvert une fin certaine. Il n'y a de mouvement que si chaque individu peut obtenir un avantage économique, même si c'est par un t-shirt ou des dons de riz et d'huile. Cela aide à court terme, c'est sûr, mais n'a rien à voir avec la gouvernance telle que je la conçois.

On peut argumenter que les programmes de soutien au développement de la jeunesse du pays, également mis en œuvre par la Fondation Friedrich Ebert, n'y ont rien changé. Il est tout simplement naïf de croire que les choses changent à grande échelle lorsqu'il y a des progrès à petite échelle. Le discours sur la masse critique à atteindre avant qu'une dynamique plus globale ne se déploie est une analyse erronée de la part de ceux qui bénéficient des fonds de la coopération au développement et qui ont l'intention de continuer à le faire.

À propos de l'aide au développement. Cette construction bizarre crée des incitations totalement erronées des deux côtés. Pour un gouvernement, il est plus facile de s'asseoir avec des soi-disant experts en développement que de faire face aux questions ou aux attentes des habitants du pays. En ce sens, la coopération au développement est contre-productive. Elle favorise le détachement de l'appareil politique du point fixe de son travail : l'obligation de



rendre des comptes à la population. Je comprends qu'il y ait beaucoup d'argent en jeu, mais la coopération au développement rend parfois un mauvais service à un pays comme Madagascar. Quoi qu'il en soit, nous continuons à ce rythme. De plan triennal en plan triennal, d'un programme d'aide d'urgence à la prochaine pandémie ou au prochain cyclone. On peut se demander si cela peut durer.

En Europe, la coopération au développement est soumise à une pression de plus en plus forte. On se demande tout simplement pourquoi un pays comme l'Allemagne construit 2 500 kilomètres de pistes cyclables au Pérou sous des titres de projets énigmatiques comme « Renforcer la transformation socio-écologique », mais qu'en contrepartie, il n'y a plus d'argent pour rénover les toitures d'une école primaire à Berlin. La droite politique exploite cette problématique avec succès.

Cela va devenir un problème pour l'élite de Madagascar, car, un jour, le manque persistant de volonté politique de faire quelque chose de concret et de réel pour le développement du pays va se retourner contre le pays. Les bailleurs de fonds se demanderont ce qu'il est advenu des milliards d'euros injectés dans le pays au cours des dix dernières années, sans résultat, nulle part.

Je ne serais pas surpris qu'il y ait plus d'ONG que d'entreprises enregistrées à Madagascar. Ce *money for nothing* agit comme une drogue. Elle rend dépendant, corrompt le bénéficiaire et le prive de toute motivation pour la productivité. Mais ce sujet est un champ de mines du politiquement correct. Ce qui est sûr, c'est que tout ce système doit être remis sur pied à partir de la tête.

C'est précisément pour cela que nous avons besoin de cette revue. Nous devrions continuer à travailler sur l'analyse des problèmes et essayer d'identifier des solutions. Non pas pour critiquer, mais nous devons aux gens un débat honnête. C'est ce que représente *Politikà*. Aujourd'hui et à l'avenir. **P**

**Constantin GRUND**

# Projet PARTICIPE

Citoyenneté active pour  
un processus électoral plus  
transparent, démocratique  
et égalitaire à Madagascar



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



Cofinancé par  
l'Union européenne